M&B

MINING AND BUSINESS

Mars-Avril 2020 N° 29

EXCLUSIF : DENISE NYAKERU TSHISEKEDI

DEBRIEF : MINING INDABA

ISSN 2312-1254

10 USD

SOMMAIRE CONTENTS

6 WHATSAPP

8 **CARICATURE**
CARTOON

10 **ÉCONOMIE**
ECONOMY
LE PARI DU LIBRE-ÉCHANGE
FTAA: THE GAMBLE OF FREE TRADE

14 **A LA UNE**
COVER STORY
DENISE NYAKERU TSHISEKEDI

26 ENTRETIEN
INTERVIEW
FELICITÉ SINGA BOYENGE

30 CORRESPONDANT
L'ŒIL DE LA CHINE
CHINA'S VIEW

32 **DEBRIEF**
MINING INDABA

37 **BRÈVES**
NEWS IN BRIEF

38 **BILLET D'HUMEUR**
PESTIFERÉS ?
VICTIMS OF THE PLAGUE?

40 **INAUGURATION**
CONGO EQUIPMENT

42 **REGARD**
CLOSE UP

44 **SOLIDARITÉ**
FEMMES DE SCIENCES
SOLIDARITY
WOMEN IN SCIENCE

46 **DÉCRYPTAGE**
BREXIT
DÉCRYPTION

50 **PARTENARIAT**
TED^{x}BOULEVARDM'SIRI

52 **PUBLI REPORTAGE**
CONNEXAFRICA
KOLWEZI
ADVERTORIAL

54 **ENERGIE**
LES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ
POWER CUTS

58 **EXPERTS**
LOI DE FINANCES 2020
FINANCE LAW 2020

62 **BRÈVES**
NEWS IN BRIEF

66 **PARCOURS**
L'AFRIQUE, OMBRE DU TITANIC

70 **TENDANCE EVASION**
TRENDS
STONE TOWN

70 **PLANÈTE**
LES RÉFUGIÉS DU CLIMAT
PLANET
CLIMATE REGUGEES

78 **VU DANS M&B**
SEEN IN M&B

85 **LES COURS**

airtel
internet

4G SMARTBOX
POUR MAISON ET BUREAU
• 10X plus rapide
• Supporte jusqu'à 32 appareils
• Boosteur signal

+ 100 GB VALIDES 1 MOIS

PRIX	FORFAIT	BONUS*
20 $	10 GB	2 GB
40 $	30 GB	5 GB
60 $	60 GB	30 GB
100 $	150 GB	75 GB

*RECEVEZ UN BONUS À CHAQUE 1ÈRE RECHARGE DU MOIS PENDANT 3 MOIS

LA PLUS GRANDE COUVERTURE 4G AVEC
LA CONNEXION LA PLUS RAPIDE EN RDC

LA VRAIE 4G

LE CYGNE NOIR ?

Assisterait-on, ces dernières semaines, à une démonstration par l'exemple de la théorie du cygne noir ? Pour le statisticien financier Nassim Taleb, le volatile symbolise en effet un événement ayant une faible probabilité de survenir, mais qui, s'il se produit, a des conséquences d'une portée considérable ?
À l'heure où nous couchons ces lignes, le Coronavirus paralyse la Chine et nul ne sait s'il sera ou pas, ce cygne noir qui déclenchera la crise économique mondiale. Quoi qu'il en soit, restons calmes car au regard des finances nationales, la RDC ne fera pas partie des grands perdants d'un éventuel krach.

En ce mois de mars, lors duquel nous célébrons les femmes, nous avons eu l'honneur d'échanger avec la première d'entre elles en RDC. Denise Nyakeru Tshisekedi nous dresse avec sensibilité le bilan de son année aux côtés du Président et ses espoirs pour le futur. Femme d'exception également, la Présidente du Bankers Club, Félicité Singa Bonyenge, livre son analyse financière de la RDC.

À quelques mois de l'entrée en vigueur de la ZLEC, prévue pour le premier juillet, Henri Plessers, notre expert en économie, s'interroge sur les choix à opérer pour l'avenir. Un débrief de la Indaba Mining Week, dont M&B était partenaire média, une analyse des enjeux de l'énergie durable par Stéphane Lumueno ou un décryptage du Brexit vis-à-vis de l'Afrique vous sont également proposés.

Excellente fête à toutes les femmes de RDC et d'ailleurs. Qu'elles soient chaque jour plus nombreuses à rejoindre les cercles de business et qu'elles s'y sentent au mieux ! M&B pour sa part continuera à soutenir leur action 12 mois sur 12…

Bonne lecture !

Bruno ZIANA

THE BLACK SWAN?

Are we the witnesses, these past few weeks, of a real-life manifestation of Black Swan theory? For the financial statistician Nassim Taleb, the bird symbolises an event with a low probability of occurring, but which, if it does occur, has far-reaching consequences.
As we write these lines, Coronavirus is paralysing China and no one knows whether or not it will be the black swan that will trigger the global economic crisis. In any case, we must remain calm, because when we talk about a financial crisis, we're really talking about those who own capital. And as far as national finances are concerned, the DRC will not be among the big losers in a possible crash.

This March, as part of our celebration of women, we had the honour of exchanging with the first lady of the DRC. Denise Nyakeru Tshisekedi offers us a sensitive assessment of her year with the President and her hopes for the future. Another exceptional woman, Félicité Singa Bonyenge, the President of the Bankers Club, shares with us her financial analysis of the DRC.

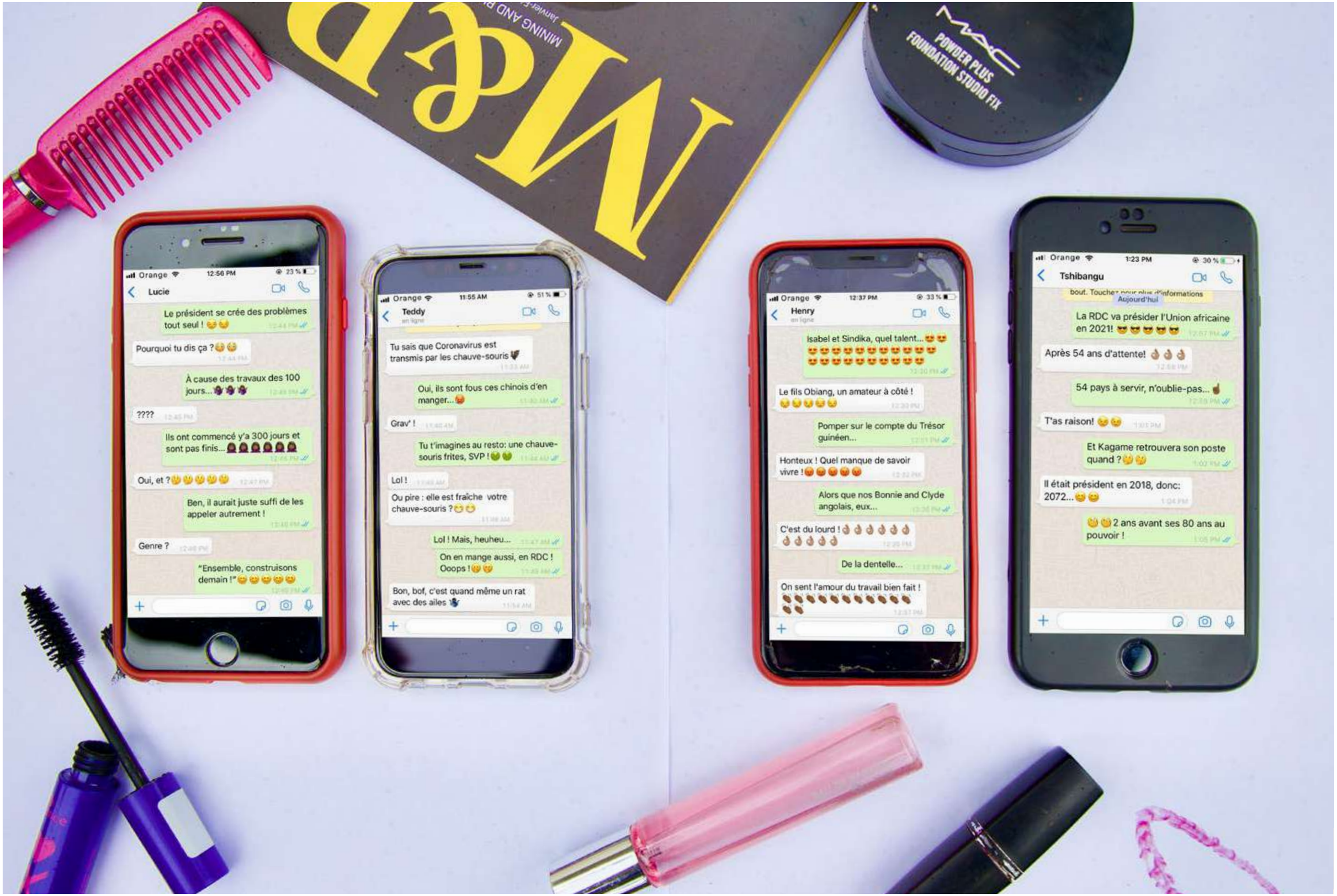
A few months before the entry into force of the FTAA, scheduled for July 1st, Henri Plessers, our economic expert, wonders about the choices to be made for the future. A debrief from Indaba Mining Week, of which M&B was a media partner, an analysis of the challenges of sustainable energy by Stéphane Lumueno or an assessment of Brexit from an African perspective are also available in our columns.

Our team wishes an excellent celebration to all women in the DRC and elsewhere. May they be more and more numerous every day in joining business circles and may they feel at their best! M&WWB, for its part, will continue to support them all year round…

Happy reading!

Bruno ZIANA

WHATSAPP


MINING AND
POWDER PLUS FOUNDATION STUDIO FIX
Lucie
Le président se crée des problèmes tout seul !
Pourquoi tu dis ça ?
À cause des travaux des 100 jours...
????
Ils ont commencé y'a 300 jours et sont pas finis...
Oui, et ?
Ben, il aurait juste suffi de les appeler autrement !
Genre ?
"Ensemble, construisons demain !"
Teddy
Tu sais que Coronavirus est transmis par les chauve-souris
Oui, ils sont fous ces chinois d'en manger...
Grav' !
Tu t'imagines au resto: une chauve-souris frites, SVP !
Lol !
Ou pire : elle est fraîche votre chauve-souris ?
Lol ! Mais, heuheu...
On en mange aussi, en RDC ! Ooops !
Bon, bof, c'est quand même un rat avec des ailes
Henry
Isabel et Sindika, quel talent...
Le fils Obiang, un amateur à côté !
Pomper sur le compte du Trésor guinéen...
Honteux ! Quel manque de savoir vivre !
Alors que nos Bonnie and Clyde angolais, eux...
C'est du lourd !
De la dentelle...
On sent l'amour du travail bien fait !
Tshibangu
Aujourd'hui
La RDC va présider l'Union africaine en 2021!
Après 54 ans d'attente!
54 pays à servir, n'oublie-pas...
T'as raison!
Et Kagame retrouvera son poste quand ?
Il était président en 2018, donc: 2072...
2 ans avant ses 80 ans au pouvoir !

MICHEL BONGOLIZ

– But hurry up KAZADI!

– I hope it's fresh enough Jeannot?

– Yes, darling!

ZLEC : LE PARI DU LIBRE-ÉCHANGE

Par Henri Plessers Mboyo
Financialis ACM

Pendant que les pays membres de l'Union Africaine lançaient symboliquement, le 7 juillet 2019, «la phase opérationnelle» de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC), la question des taxes de Donald Trump sur l'acier et l'aluminium remettaient au goût du jour les débats autour du protectionnisme. Alors, libre-échange ou protectionnisme ? Beaucoup de thèmes en économie présentent un caractère dichotomique. Mais, comme toujours, des nuances s'imposent.

L'UA estime que la ZLEC permettra d'augmenter de près de 60 % d'ici à 2022 le commerce intra-africain et de donner un coup de fouet à l'ensemble des économies. Sur le papier pourtant, l'Afrique est une championne de l'intégration régionale avec différents regroupements régionaux censés représenter autant d'espaces de libre circulation des personnes, des biens et des services.

La RDC occupe une place particulière déjà à l'échelle continentale et dans sa sous-région compte tenu de sa position géostratégique, de sa taille, de l'importance de son marché, et des frontières qu'elle partage avec neuf pays. Elle fait partie de la COMESA, de la SADC, de la CEEAC, de la CEPGL, et envisage son entrée dans la Communauté d'Afrique de l'Est.

À quelque chose près cependant, ces accords, jusqu'ici, ne se sont pas traduits par un accroissement significatif des échanges entre les pays signataires, et si les faiblesses trouvent leurs origines dans différents facteurs, toutes rappellent que les obstacles pour la ZLEC seront légion.

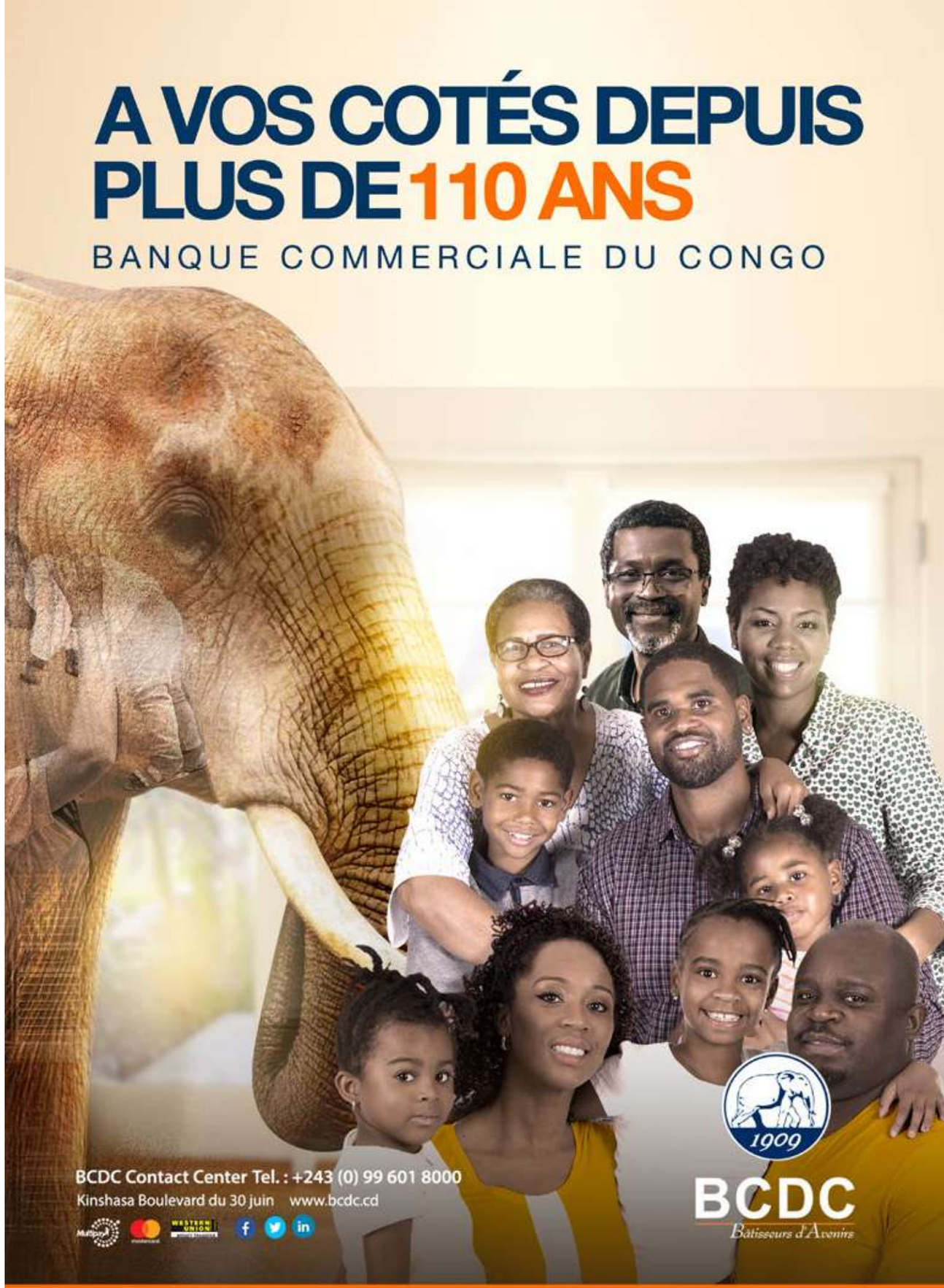
Du point de vue des infrastructures d'abord. Dans le cas de la RDC comme dans celui de nombreux pays africains, les axes commerciaux hérités du colon reposent sur des routes et des voies de chemin de fer développées jadis, d'une part, pour l'exportation des minerais et autres caoutchouc vers l'ancienne métropole, et, d'autre part, pour l'importation des produits manufacturés. C'est aujourd'hui encore le modèle sur lequel fonctionne l'économie nationale : les principales voies de communication permettent de sortir les matières premières et d'importer des produits finis, et l'absence d'infrastructures performantes à l'intérieur du pays limite autant le potentiel de développement d'un véritable marché intérieur que celui de se positionner et d'agir en véritable hub régional (et continental).

Ensuite, pour paraphraser l'économiste de la CNUCED, Bineswaree Bolaky, interrogée récemment par The Economist, la principale question que devraient se poser les États africains est : «Que pouvons-nous échanger entre nous ?». De ce point de vue, la création de valeur ajoutée apparaît comme l'un des préalables à des échanges équilibrés, mutuellement bénéfiques et créateurs d'emplois de qualité. A priori en effet, l'ouverture des frontières produit ses bienfaits quand elle ne s'inscrit pas dans le contexte d'économies fragilisées, et quand les industries locales sont solides assez pour confronter la concurrence étrangère, sinon pour permettre la création de chaînes de valeur régionales.

Enfin, parce qu'il est nécessaire de définir le produit «africain». La question revient à se demander comment les industries locales pourront rivaliser en efficacité et en technologies si le libre-échange se traduit, pour les multinationales déjà présentes – sinon actives – en Afrique, par une capacité plus grande encore à pénétrer le marché continental.

La question du libre-échange et du protectionnisme se situe indéniablement au centre du développement de la RDC. La libéralisation des échanges promet d'être un moteur pour développer la compétitivité et les performances des entreprises africaines. Mais, pour paraphraser Paul Krugman, récent Prix Nobel, le libre-échange ne doit pas être un espace de «laisser-faire», sans prise en compte de la concurrence imparfaite, des échanges intra-firmes, de la géographie économique, etc.

L'avenir nous en dira plus ! ■



FTAA : THE GAMBLE OF FREE TRADE

While the member countries of the African Union symbolically launched the "operational phase" of the African Continental Free Trade Area (ACFTA) on July 7, 2019, the issue of Donald Trump's taxes on steel and aluminum brought the debate about protectionism back to the fore. So, free trade or protectionism? Many themes in economics are dichotomous. But, as always, there are nuances.

The AU estimates that the FTAA will make it possible to increase intra-African trade by nearly 60% between now and 2022 and give a boost to all economies. On paper, however, Africa is a champion of regional integration with various regional groupings supposed to represent as many areas of free movement of people, goods and services.

The DRC already occupies a special place at the continental level and in its sub-region given its geo-strategic position, its size, the importance of its market, and the borders it shares with nine countries. It is part of COMESA, SADC, ECCAS, CEPGL and is considering joining the East African Community.

However, to some extent, these agreements have so far not resulted in a significant increase in trade among the signatory countries, and while the weaknesses are rooted in various factors, all point to the fact that the obstacles for the FTAA will be legion.
First of all, from an infrastructure point of view. In the case of the DRC, as in many African countries, the trade routes inherited from colonialism are based on roads and railways developed in the past, on the one hand, for the export of minerals and other rubber to the former metropolis, and, on the other hand, for the import of manufactured goods. This isstill today the model on which the national economy operates: the main communication routes allow raw materials to be taken out and finished products to be imported, and the lack of efficient infrastructure within the country limits both the potential for the development of a real domestic market and the potential to position and act as a real regional (and continental) hub.

Then, to paraphrase UNCTAD economist Bineswaree Bolaky, recently interviewed by The Economist, the main question that African states should ask themselves is: "What can we trade among ourselves? ». From this point of view, the creation of added value appears to be one of the prerequisites for balanced, mutually beneficial exchanges that create quality jobs. A priori indeed, the opening of borders produces its benefits when it does not take place in the context of weakened economies, and when local industries are strong enough to face foreign competition, if not to allow the creation of regional value chains.Finally, because there is a need to define the "African" product. The question is how local industries will be able to compete effectively and technologically if free trade translates, for multinationals already present - if not active - in Africa, into an even greater ability to penetrate the continental market.

The issue of free trade and protectionism is undeniably central to the development of the DRC. Trade liberalization promises to be a driving force in developing the competitiveness and performance of African companies. But, to paraphrase Paul Krugman, the recent Nobel Prize winner, free trade should not be a "laissez-faire" area, without taking into account imperfect competition, intra-firm trade, economic geography, etc. The future will tell us more! ■

Henri Plessers Mboyo
Financialis ACM

DENISE NYAKERU TSHISEKEDI SENSIBLE, ENGAGÉE, MILITANTE

Crédit Photos : Bureau du Conjoint du Chef de l'Etat

Après plus de vingt ans d'une vie de femme active dans le milieu hospitalier, le destin de Denise Nyakeru Tshisekedi bascule en janvier 2019. La Première dame de RDC a accepté de recevoir M&B à la villa 14 de la cité de l'OUA, qui lui tient lieu de bureau officiel, pour faire un bilan de cette année 1 et évoquer ses projets.

Bonjour, Madame Nyakeru Tshisekedi, et merci d'accorder ce grand interview à Mining & Business.
Je vous en prie…

Nous allons commencer, si vous le voulez bien, par évoquer brièvement votre parcours…
Je suis mariée, ai cinq enfants, ai fait mes études primaires et secondaires, puis mes études d'infirmière, à Kinshasa. Je suis ensuite partie vivre à Bruxelles où j'ai travaillé en tant qu'aide-soignante dans différentes maisons de repos et hôpitaux.

Il y a un an, vous devenez Première Dame de la République Démocratique du Congo, et le destin bascule…
Oui, le destin bascule, en effet ! Et c'est une nouvelle expérience qui commence…
Ce fut une période de découverte intense, notamment mes nouvelles responsabilités en tant qu'épouse du Président de la République, et une période de changements majeurs pour notre famille…

Avant de poursuivre, un mot sur vos enfants, que vous avez choisi de ne pas exposer médiatiquement…
C'est exact, je tenais à ce qu'ils continuent à avoir une vie simple malgré tout.

Ils vont bien ?
Oui, merci, ils vont bien, même si ce changement radical dans notre vie de famille a parfois été difficile à vivre. Nous échangeons beaucoup, chaque jour, au téléphone, on est là pour les soutenir, les accompagner…

Et, vous, comment avez-vous vécu cette année 1 ?
Beaucoup de changements, comme je viens de vous le dire, beaucoup de surprises, tant agréables que désagréables, et surtout beaucoup de découvertes…

C'est-à-dire ?
On a un grand et beau pays, je le savais… Mais j'ai vraiment découvert pendant cette année le nombre incalculable de femmes et d'hommes de valeur qui le peuplent. Cela m'a fait prendre conscience de toutes les choses extraordinaires que l'on pourrait faire avec tous ces gens… Et de l'incroyable défi que cela suppose.

S'il y a une chose à retenir de 2019, quelle est-elle ?
Cette année 2019 fut avant tout celle de la découverte. Je sais que la population a été très en attente de beaucoup de choses… et pas seulement de la Présidence. Mais c'est une année lors de laquelle il nous fallait jeter les bases de notre projet afin d'entamer une première année d'action intensive…

… En 2020 ?
Tout à fait!

Très vite, la citoyenne engagée, notamment remarquée par la population pendant la campagne électorale, crée la Fondation Denise Nyakeru Tshisekedi, qui vient notamment en aide aux femmes congolaises. Pouvez-vous nous en parler ?
Avant d'entrer dans les détails de l'action de ma Fondation, j'aimerais vous parler de ma vision. Vision que j'ai dénommée : «Plus fortes».

Je vous en prie…
Je pense qu'il est indispensable que les femmes se regroupent pour se valoriser. Elles doivent ensemble chercher comment être plus autonomes et s'impliquer dans différents domaines de la vie de notre nation, que ces derniers soient scientifiques, sociaux ou économiques. Et c'est pour matérialiser cette vision que j'ai créé la Fondation…

Pratiquement, comment donne-t-on cet élan aux femmes congolaises ? Et que pensez-vous qu'il faille leur apporter en premier ?
Il faut d'abord leur apporter l'assurance et la confiance en elles-mêmes, les ouvrir à certaines choses et les sensibiliser…

C'est-à-dire ?
Il faut leur donner le droit à la parole, les ouvrir aux opportunités. Il faut démontrer leur valeur et les sensibiliser au fait qu'elles ont des droits, et que ce qui permet de gagner en autonomie est à portée de main.

> **« Je pense qu'il est indispensable que les femmes se regroupent pour se valoriser. »**

On sent un réel fossé en RDC entre une certaine catégorie de femmes, très émancipées, souvent urbaines, et une autre catégorie, ayant eu peu d'accès à l'éducation. Comment parle-t-on à ces deux catégories en même temps ? Et est-ce votre objectif ?
Vous touchez là un point crucial au regard de la taille de notre pays et de certaines difficultés pour accéder à certaines zones dites reculées. Ce travail de sensibilisation est évidemment un travail de longue haleine, qui commence par l'éducation. Nous inscrivons donc notre action en coordination avec le programme du Président de la République qui, avec la gratuité scolaire notamment, favorisera à terme l'autonomisation des femmes. Mais pour répondre à votre question précisément, je pense et j'espère que ces deux catégories de femmes parviendront à se rencontrer…

Et comment communique-t-on, aujourd'hui avec ces femmes, isolées au fin fond du pays ?
Les radios locales et communautaires sont un outil essentiel pour faire parvenir notre message dans les parties les plus enclavées, et nous sommes en train de concevoir des projets dans ce sens.

Quelle est l'action dont vous êtes la plus fière à ce jour ?
Encore une fois, l'année 2019 a été une année de découverte et de diagnostic pour moi. Une année de recherche de partenariats aussi, et je ne serai fière de mon action que lorsque les objectifs que nous nous sommes fixés seront atteints!

ENGAGES DANS UNE DEMARCHE QUALITE ISO 9001
Notre business fait toujours briller le vôtre…
f.thabita business sarl
Services
• Sous-traitance, Gestion du personnel et des installations
• Assainissement des espaces de vie et de travail
Siège Social
N° 1509, Av. Kasa-Vubu
Q/Makutano - C/Lubumbashi
Lubumbashi - Haut-Katanga / R.D. Congo
+243 (0) 808 513 984
fthabitabusiness@fthabita.cd
www.fthabita.cd
Fthabita Business sarl

Voir grand pour le Congo traduit le mieux ce que nous avons démontré depuis notre création et ce que nous voulons pérenniser : notre leadership sur le marché bancaire de la République démocratique du Congo.

Chacun de ces mots, pris conjointement, expriment à la fois ce que nous aimons être, **des leaders**, et ce que nous aimons faire ou entreprendre. Ils résument à la fois un programme d'actions et un critère de jugement de l'action individuelle et collective des Rawbankers.

Notre vision repose sur le fait que nous entendons réellement et clairement :

- produire un service innovant et de qualité;
- attirer et fidéliser des employés compétents;
- attirer et sécuriser des partenaires de qualité.

A travers cette vision, nous voulons promouvoir :

- le partage mutuel de la responsabilité pour atteindre des objectifs durables;
- la collaboration et la communication efficaces;
- l'implication de chacun dans la démarche de l'entreprise;
- l'interdépendance et l'esprit d'équipe, deux facteurs clés de notre succès;
- la motivation et plus particulièrement l'auto motivation.

Cette vision traduit aussi nos pratiques de gestion, de management et de leadership.

Elle exprime enfin la culture RAWBANK, à savoir l'entrepreneuriat.

Contact :
66 avenue Colonel Lukusa, Gombe - Kinshasa. République Démocratique du Congo.
Tél. +243 99 60 16 300 / Numéro gratuit : 4488
- www.rawbank.com

RAWBANK
is my bank.

En ce mois de mars 2020, nous avons tous en tête les tragédies vécues par les femmes à l'est du pays. Quel soutien leur apportez-vous en particulier ?
Les tragédies vécues par les femmes de ce pays ne sont malheureusement pas vécues qu'à l'Est. Et je tiens à insister sur le fait que nous sommes là pour toutes les Congolaises pouvant être victimes d'exaction, de viols ou de violences, et cela, quel que soit l'endroit où elles vivent. Mais si je suis consciente des drames vécus çà et là, je veux aussi me concentrer sur les avancées dans la lutte contre les violences basées sur le genre en RDC. Avancées qui sont le fruit des combats des dignes filles et fils de ce pays et qui portent tous nos espoirs.

Et à votre niveau ?
J'ai accepté il y a quelque mois le rôle de championne mondiale de la prévention des violences sexuelles en zone de conflit pour le compte de l'ONU. Ce rôle me permet d'être le porte-voix de toutes ces femmes et de faire connaître leur souffrance au monde entier…

Ah, très bien, félicitations !
Merci!

Le mois de mars sera aussi un mois festif et j'imagine votre agenda très chargé. Vous nous en dites quelques mots ?
Festif! Je ne pense pas! Les défis à relever sont tellement énormes que le cœur n'est pas à la fête – sachant en plus que notre pays, et ce malgré les efforts fournis, est toujours le théâtre de viols et de violences inouïes contre les femmes! Cette année, je vais engager un programme d'échanges avec les femmes des différentes provinces pour les sensibiliser autour des droits qui sont les leurs dans la société.

Et ça passe, j'imagine, par une série de rencontres…
Oui, je vais faire des déplacements dans les provinces.

Ce sujet de l'autonomisation de la femme vous tient particulièrement à cœur. Quelle est votre définition d'une femme autonome, et comment procéder pour atteindre cet objectif?
Une femme est autonome à partir du moment où elle peut subvenir aux besoins de son foyer, le prendre en charge, mais aussi à partir du moment où elle participe activement au ce qui lui permet d'être reconnue à sa juste valeur…

Plus précisément…
Cette base est universelle. On sait ce que les femmes apportent à la société. Et comme partout ailleurs, les femmes congolaises doivent être pleinement reconnues pour cela et surtout, se sentir libres de le faire sans pression extérieure, car cette autonomisation est bien entendu professionnelle et financière, mais elle est peut-être avant tout psychologique.

Est-ce qu'on ne va pas contre certaines traditions encore en vigueur au Congo lorsqu'on tient ce discours ?
Chacun sait partout dans le pays qu'une femme qui va aux champs par exemple prend en charge son foyer, envoie ses enfants à l'école, et cela ne pose aucun problème. On peut donc aller plus loin en montrant à ces femmes qu'elles peuvent accéder à d'autres métiers, ouvrir des commerces, s'investir dans la vie de la communauté… Et je ne pense pas que cela aille contre nos traditions.

Il y a des gens à convaincre sur ce chapitre ? Des chefs coutumiers, des pasteurs, ou d'autres garants de la tradition ?
Peut-être, et là encore, je vais insister sur la nécessité de sensibiliser, c'est-à-dire d'agir en douceur pour que certaines mentalités changent et du rôle fondamental joué par l'éducation de nos jeunes et de nos filles en

De l'autre côté, il y a cette classe de femmes d'affaires, émancipées, qui prend un rôle de plus en plus important dans la société congolaise. Quelles sont vos relations avec ces femmes ?
J'ai participé il y a quelques mois à un déjeuner d'échanges avec ces femmes dans le cadre du réseau Makutano et partout où je vais, en province, je demande à rencontrer ces femmes entrepreneures, mais… il y a un «mais» comme on dit!

Lequel ?
Je pense que cette classe de femmes d'affaires naissante doit s'ouvrir à plus de femmes pour lesquelles j'ai une profonde admiration et qui n'ont pas l'opportunité d'être associées à ces groupes.

A qui pensez-vous précisément ?
Je pense notamment aux femmes maraîchères et aux femmes actives dans le petit commerce…

Soit ! Mais comment les associe-t-on concrètement à ces femmes d'affaires, banquières, chefs d'entreprises florissantes ?
Il faut leur ouvrir la porte des forums économiques et leur montrer qu'elles y ont toute leur place.

Vous pensez qu'elles pourraient s'y sentir à l'aise ?
Mais c'est notre devoir de les mettre à l'aise afin qu'elles prennent confiance en elles et en leur potentiel! J'ai d'ailleurs fait ce plaidoyer auprès de Nicole Sulu, du Makutano.

Concernant votre image publique, on sent qu'après quelques hésitations, vous êtes assez rapidement entrée dans « l'habit » et que vous incarnez quelque chose d'important pour la population, vous en pensez quoi ?
Je ne suis pas sûre que ce soit à moi d'en juger!

Mais si !
Je pense en toute modestie que je commence en effet à trouver mes marques… Je me sens plus à l'aise, je sais où je vais, ce que je dois faire…

Vous accompagnez le Président de la République à peu près partout. Cela se passe bien ? Avez-vous tissé des amitiés avec d'autres premières dames ?
Oui, c'est exact, j'ai souvent accompagné le Président et ai surtout tissé des liens avec mes homologues africaines dans le cadre de l'association des premières dames d'Afrique. On s'écrit, on se téléphone régulièrement… on échange beaucoup, on se conseille…

Je pensais que cette association était une coquille vide, mais vous semblez dire le contraire !
Oui! Ce groupe est très actif et fonctionne depuis plus de vingt ans. Il nous permet de mutualiser nos expériences au niveau de nos Fondations respectives par exemple. C'est très utile et le réseau est très actif!

Et quelle pourrait être la première dame de référence pour vous, que cette dernière soit toujours en fonction ou pas ?
Permettez-moi de reformuler la question s'il vous plait et de vous dire quelle femme m'inspire…

Je vous en prie…
J'ai une admiration sans bornes pour la femme maraîchère. C'est elle qui m'inspire. Sa force, son courage, sa persévérance et sa détermination sont un exemple quotidien pour moi…

La question consacrée si vous le permettez : Avez-vous « l'oreille » du Président, et l'influencez-vous ?
Le Président de la République a basé sa vision de gouvernance sur l'Humain, il est très sensible à la question de la parité femme/homme, notamment en ce qui concerne la représentation des femmes dans les institutions du pays. Avec 17 % de femmes, et de surcroit à des postes importants, ce gouvernement tient lieu déjà lieu de «première» en RDC sur ce point. Si je vous dis cela, c'est parce que je sais le Président à l'écoute des Congolais et que ce qu'il met en place actuellement est lié à cette écoute sincère de la population.

Et il vous écoute, vous ?
Oui! Comme il écoute les Congolais…

Et vous l'influencez ?
Peut-être… Mais la décision lui revient!

Madame la Première dame, pour conclure, dites-moi où vous trouvez l'énergie pour mener tous ces défis en même temps ?
Cette énergie, je la trouve parce que je ne force rien. J'apprends, j'avance tout doucement, je travaille énormément, chaque jour, et me sens de plus en plus en confiance… Je ne dis pas que je serai en mesure de réaliser tous mes projets, mais, en tout cas, je m'y emploie de toute mon âme.

Nous prenons rendez-vous dans un an pour faire le bilan de l'année 2 ?
D'accord ■!

Propos recueillis par Fabrice Lehoux

Le Président à l'écoute des Congolais et donc… il m'écoute comme il écoute les Congolais

BOLLORÉ LOGISTICS

PEOPLE POWERED INNOVATION

WE DELIVER MINING LOGISTICS: Whatever their scale or complexity, all mining projects deserve cutting-edge resources and the latest expertise: feasibility, strategic planning, ethics and environment responsibility, along with precise control of specific operations are the keys of our commitments towards local and global mining players. What makes Bolloré Logistics different is our entrepreneurial spirit and individual commitment that drive high added value and pragmatic solutions.
THAT'S PEOPLE-POWERED INNOVATION

saleskatanga@bollore.com
+243 993 283 098

bollore-logistics.com

A brand of BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS

A LA UNE

DENISE NYAKERU TSHISEKEDI SENSITIVE, COMMITTED, RADICAL

After more than twenty years as an active woman in healthcare, Denise Nyakeru Tshisekedi's destiny will change in January 2019. The distinguished First Lady of the DRC has accepted to welcome M&B at Villa 14 of the OAU city, which serves as her official office, to take stock of this year 1 and discuss her projects.

The interior design is elegant, the welcome warm. Humble, sometimes hesitant, always smiling, but resolutely holding on to her position as a committed and radical woman, the "first", as she is sometimes called, has answered our questions openly. Interview.

Hello, Mrs. Denise Nyakeru Tshisekedi, and thank you for giving this great interview to Mining & Business.
You're very welcome...

We'll start, if you don't mind, with a brief review of your background...
I am married, I have five children, I completed my primary and secondary education and then my nursing studies in Kinshasa. I then moved to Brussels where I worked as a nurse's assistant in various nursing homes and hospitals.

A year ago, you became First Lady of the Democratic Republic of Congo, and your destiny changed...
Yes, my destiny did change! And a new experience has begun...
It was a period of intense discovery, including my new responsibilities as the wife of the President of the Republic, and a period of major changes for our family .**Before we go on, a word on your children, whom you have chosen not to expose in the media...**
That's right, I wanted them to continue to have a simple life in spite of everything.

Are they okay?
Yes, thank you, they're fine, even if this radical change in our family life has been difficult at times. We talk a lot, every day, on the phone, we are there to support them, to accompany them...

And, you, how did you find Year 1?
Many changes, as I just told you, lots of surprises, both pleasant and unpleasant, and above all lots of discoveries...

What do you mean?
We have a big, beautiful country, I knew it... But I really discovered during this year the countless valuable men and women who live in it. It made me realize how many extraordinary things could be done with all these people... And the incredible challenge that this entails.

If there is one thing to remember about 2019, what is it?
The year 2019 was all about discovery. I know the public has been expecting a lot of things... and not just from the presidency. But it was a year in which we had to lay the foundations of our project in order to begin a first year of intensive action.

...in 2020?
That's right!

Very quickly, the committed citizen, particularly noticed by the public during the election campaign, created the Denise Nyakeru Tshisekedi Foundation, which helps Congolese women in particular. Can you tell us about it?
Before going into the details of my Foundation's work, I would like to tell you about my vision. A vision that I have called: "Stronger".

Please go on...
I think it is essential for women to get together to value themselves. They must work together to find ways to be more autonomous and involved in different areas of our nation's life, be they scientific, social or economic. So I created the Foundation to turn this vision into reality...

In practical terms, how do we give this impetus to Congolese women? And what do you think should they be given first?
First of all, we have to give them self-confidence, to open them up to certain things and make them aware...

What do you mean?
We must give them the right to speak, open them up to opportunities. We have to demonstrate their value and make them aware that they have rights, and that what allows them to gain autonomy is within reach.

There is a real gap in the DRC between a certain category of women, who are very emancipated, often urban, and another category, who have had little access to education. How do we talk to these two categories at the same time? And is that your objective?
This is a crucial point in view of the size of our country and certain difficulties in accessing certain so-called remote areas. This awareness-raising work is obviously a long-term undertaking which starts with education. We are therefore coordinating our work with the programme of the President of the Republic, which, with free education in particular, will ultimately promote the empowerment of women. But to answer your question precisely, I think and I hope that these two categories of women will manage to meet ...

And how do we communicate today with these women, isolated in the most remote parts of the country?
Local and community radio stations are an essential tool for getting our message to the most isolated parts of the country, and we are currently designing projects in this direction.

Which project are you most proud of to date?
Once again, 2019 was a year of discovery and diagnosis for me. It was also a year of looking for partnerships, and I will only be proud of my work when the objectives we have set ourselves are achieved!

In March 2020, we are all thinking of the tragedies women have experienced in the east of the country. What support do you give them in particular?
Unfortunately, women have not only suffered tragedies in the east of this country. And I want to stress that we are there for all Congolese women who may be victims of abuse, rape or violence, regardless of where they live. But while I am aware of the dramas experienced here and there, I also want to focus on progress in the fight against gender-based violence in the DRC. Progress that is the fruit of the struggles of the worthy daughters and sons of this country and that carry all our hopes.

And at your level?
A few months ago, I accepted the role of world champion for the prevention of sexual violence in conflict zones on behalf of the UN. This role allows me to be a spokesperson for all these women and to make their suffering known to the whole world...

Ah, very good, congratulations!
Thank you!

March will also be a festive month and I imagine you have a very busy schedule. Can you tell us a few words about it?
Festive! I don't think so! The challenges are so enormous that your heart is not in the right place to celebrate - knowing moreover that our country, in spite of all the efforts made, is still the scene of rape and unheard-of violence against women! This year, I am going to start an exchange programme with women in the different provinces to raise awareness of their rights in society.

And this will be done, I imagine, through a series of meetings...
Yes, I'm going to travel to the provinces.

This subject of women's empowerment is particularly close to your heart. What is your definition of an empowered woman, and how do you go about achieving this goal?
A woman is autonomous from the moment when she can provide for her household, take care of it, but also from the moment when she actively participates in the development of the country through her work, which allows her to be recognized for her true worth .

Specifically...
This base is universal. We know what women bring to society. And like everywhere else, Congolese women must be fully recognised for this and, above all, feel free to do so without outside pressure, because this empowerment is of course professional and financial, but it is perhaps above all psychological.

Are we not going against certain ongoing traditions in the Congo when we say this?
Everyone knows all over the country that a woman who goes to the fields, for example, takes care of her home, sends her children to school, and that is no problem. So we can go further by showing these women that they can have access to other professions, open businesses, get involved in the life of the community... And I don't think that goes against our traditions.

Do we need to convince some people about this? Tribal chiefs, pastors, or other guarantors of tradition?
Perhaps, and here again, I will insist on the need to raise awareness, that's to say, to act gently so that certain mentalities change and on the fundamental role education plays for our young people and our girls in particular.

On the other hand, there is a class of emancipated businesswomen who are taking on an increasingly important role in Congolese society. What sort of relationship do you have with these women?
A few months ago, I participated in an exchange lunch with these women as part of the Makutano network and everywhere I go, in the provinces, I ask to meet these women entrepreneurs, but... there is a "but" as they say!

What's the "but"?
I think that this emerging class of businesswomen must open up to more women for whom I have a deep admiration and who don't have the opportunity to be associated with these groups.

Who exactly do you have in mind?
I'm thinking in particular of women market gardeners and women active in small business...

So be it! But how do we associate them concretely with these businesswomen, bankers, successful entrepreneurs?
We have to open the door for them to attend economic forums and show them that they have their rightful place there.

Do you think they could feel at ease there?
But it's our duty to make them feel comfortable so that they gain confidence in themselves and their potential! I have made that plea to Nicole Sulu of Makutano.

As far as your public image is concerned, we feel that after a few hesitations, you quickly got into the "spirit" and that you embody something important for the population, what do you think about that?
I'm not sure it's up to me to judge!

Yes, it is!
I think in all modesty that I am indeed starting to find my feet... I feel more comfortable, I know where I'm going, what I have to do...

You accompany the President of the Republic just about everywhere. How's that going? Have you made friends with any other first ladies?
Yes, that's right, I have often accompanied the President and have especially forged ties with my African counterparts within the framework of the Organisation of African First Ladies for Development. We write to each other, we phone each other regularly... we exchange a lot, we advise each other...

I thought this association was an empty shell, but you seem to be saying the opposite!
Yes! This group is very active and has been running for over twenty years. It allows us to share our experiences at the level of our respective Foundations for example.
It is very useful and the network is very active!

And who could be the first lady of reference for you, whether she is still in office or not?
Please allow me to rephrase the question and tell you which woman

Be our guest / of course...
I have boundless admiration for the market gardener woman. She's the one who inspires me. Her strength, courage, perseverance and determination are a daily example for me...

A accepted question, if I may: Do you have the President's ear, and do you influence him?
The President of the Republic has based his vision of governance on the Human being, he is very sensitive to the issue of gender parity, particularly with regard to the representation of women in the country's institutions. With 17% of women, and moreover in important positions, this government is already a "first" in the DRC on this point. If I am telling you this, it is because I know that the President is listening to the Congolese people and that what he is currently putting in place is linked to how he listens sincerely to the population.

And is he listening to you?
Yes! As he listens to the Congolese...

And you influence him?
Maybe... But it's his decision!

Distinguished first lady, in conclusion, tell me, where do you find the energy to handle all these challenges at once?
I find the energy because I don't force anything. I'm learning, I'm slowly moving forward, I work incredibly hard every day, and I'm feeling more and more confident... I'm not saying that I'll be able to carry out all my projects, but, in any case, I'm working on them with all my soul.

We'll make an appointment in a year's time to take stock of year 2?
Sure! ■

Propos recueillis par Fabrice Lehoux

FELICITÉ SINGA BOYENGE
OPTIMISTE POUR 2020

Après une dizaine d'années à des postes de direction à la Citi Bank, et autant à la Standard, Félicité Singa Boyenge tâchera en vain pendant trois ans de sauver la FiBanK, dont elle est nommée directrice générale en 2012. Forte de ce parcours d'exception, cette experte du secteur financier congolais, vice-présidente de l'ACB pendant 3 ans, crée en 2016 le cabinet-conseil EMAC, Executive Management Advisory & Consulting. Fondatrice en mai dernier du Club des banquiers « The Bankers Club DRC », elle livre son analyse sur les perspectives 2020 du secteur bancaire en RDC et, mois de mars oblige, sur l'entrepreneuriat au féminin. Interview.

Comment s'annonce 2020 pour le secteur bancaire en RDC ?

On doit en premier lieu noter la bonne santé du système bancaire. Il y a eu un vrai «jump» sur les cinq dernières années, et notamment sur 2018/2019. Le total du bilan des banques a atteint 8.5 Bn us dollars, dû principalement à l'augmentation des dépôts à un peu plus de 6 Bn us dollars et des opérations bancaires ayant ainsi positivement impacté le chiffre d'affaire et le profit net des banques. Ce qui est encourageant. En 2020, on risque par-contre de voir certaines banques peiner pour atteindre le seuil des 50 millions de capital minimum exigé par la BCC, sachant que plusieurs d'entre elles ont déjà eu du mal à atteindre les 30 millions. Une attention toute particulière est cependant à porter sur la détérioration du portefeuille crédit dans certaines banques, ce qui risquerait de plomber les efforts enregistrés jusqu'ici.

L'Association Congolaise des Banques va demander un délai, non ?

Oui, elle va probablement demander un recul de l'échéance à fin 2021…

> « La RDC en particulier pourraient être épargnés du fait de la faible exposition de leurs engagements extérieurs »

50 millions de capital minimum, ça donne quoi par rapport aux autres pays ?

Peu par rapport aux économies avancées telles que celle du Nigéria où on est sur des valeurs en capital pour les banques avoisinant les 200 millions, mais 50 millions, ça reste dans la bonne moyenne en Afrique Centrale. C'est toutefois trop faible par rapport aux besoins de financement des grandes entreprises comme les miniers notamment. Ça les oblige à aller chercher des financements à l'extérieur alors qu'il serait préférable que les banques locales soient en mesure de financer des projets importants avec des ressources locales.

Vous tablez sur une progression de combien sur 2020 ?

En termes de total bilan, entre 10 et 15 %… En partie en raison de l'application de la loi obligeant les miniers à rapatrier une bonne partie des recettes d'exportation et aussi au vu du développement du secteur des assurances dont le potentiel, à moyen terme, est d'environ 800 millions, alors qu'il est à moins de 400 aujourd'hui. Cependant, la croissance des banques est dépendante de la santé de l'économie qui elle-même est dépendante de la situation politique et sécuritaire. Je n'invente rien en disant cela.

Et côté conjoncture internationale ?

Si certains pays avancés risquent d'être négativement impactés par la crise financière à venir (je fais référence aux prévisions annoncées dans les média internationaux), les pays de l'Afrique sub-saharienne en général et la RDC en particulier pourraient être épargnés du fait de la faible exposition de leurs engagements extérieurs, comparativement aux continents européens, américains et asiatiques. Quant à l'audit du Trésor américain sur les flux de capitaux en dollars en RDC, il permettra, nous l'espérons tous, de lever l'équivoque sur les soupçons de blanchiment de capitaux et l'épée de Damoclès qui est suspendue sur notre pays depuis quelques années. Sur ce point, je fais confiance aux institutions du pays et je suis sereine.

D'autant que le nouveau pouvoir est plutôt bien vu par Washington…

Oui, le Président de la République a fait un vrai travail de changement d'image. Nous sommes même redevenus fréquentables aux yeux de certains !

Que pensez-vous de la politique de bons du Trésor lancée par la BCC fin 2019 ? L'État peut-il créer de la dette ?

La politique de bons de trésor est un levier de financement intéressant pour les grands projets… et dans le même temps un outil de stabilisation du Franc congolais. Je regrette peut-être que la communication n'ait pas été au rendez-vous de l'attractivité particulière de ces produits financiers.

Quant à la dette intérieure, l'état peut effectivement créer de la dette avec les bons du Trésor. Si ça finance la gratuité de l'école par exemple, pourquoi pas !

Et que pensez-vous du fonds pour les générations futures et la mise en place de la ZLEC au 1er juillet. Pure utopie ?

Les fonds pour les générations futures, là, je suis moins optimiste! Le dossier est sur la table des décideurs, mais je crains que ça ne traine… Ceci dit, et pour mettre une dose de positif, le simple fait qu'on y travaille vraiment est déjà un grand pas.

Quant à la ZLEC, il faudra bien ouvrir les frontières un jour ou l'autre, de toute façon. Je pense que la RDC n'est pas encore prête, si je puis m'avancer, on n'a pas su planifier (administrativement, juridiquement et sécuritairement) contrairement à certains pays frontaliers par exemple.

The Bankers club existe depuis un an maintenant, un bilan ?

Nous avons organisé notre second «breakfast meeting» en février au cours duquel nous avons, entre autres, échangé autour d'un sujet d'actualité à savoir « le blanchiment des capitaux en RDC » avec les représentants de la Banque Centrale du Congo, de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances et de la Cellule Nationale de Renseignements Financiers, l'Association Congolaise des Banques ainsi que les dirigeants des banques, des sociétés d'assurance et devant un parterre d'acteurs économiques de divers secteurs d'activité. Côté bilan, le club se structure et se pose comme une plateforme d'échange, de réflexion et de formation de premier plan à travers ses forums et conférences débats pour les cadres des institutions financières.

Femme dans le secteur bancaire en RDC, vous avez maintes fois déclaré ne pas avoir été freinée dans votre progression, est-ce exact ?

Oui, tout à fait… Peut-être un peu, au départ, il y a 26 ans, mais c'était une autre époque. Je pense par-contre que la carrière dans le milieu professionnel et l'entrepreneuriat au féminin n'est pas assez encouragé alors que je suis convaincue que la femme peut également et valablement participer au développement du pays. Elle en est peut-être même la clé ! J'encourage la parité et à compétence égale, change égale donnée aux femmes.

Allez plus loin…

Pour le développement de la femme, nous devons réfléchir à des formules allant bien au-delà des coups de comm' de certaines banques de la place où des nombreux séminaires d'information organisés à travers le pays. L'octroi d'un crédit de trésorerie ne suffit pas. Il faudrait pourvoir financer des projets qui génèrent une valeur ajoutée dans l'économie. Je pense que le problème majeur réside dans l'accompagnement, il faut en effet un réel accompagnement lors de la phase d'opérationnalisation. On pourrait envisager une structure de mise à niveau professionnel, sous forme de cours du soir par exemple, pour ces femmes qui sont déjà dans les affaires et qui souhaitent parfaire leurs compétences.

Un dernier mot ?

Soyons résolument optimistes! La RDC s'est engagée sur de bons rails!

Propos Recueillis par F. Lehoux

> « L'audit du Trésor américain sur les flux de capitaux en dollars en RDC permettra, nous l'espérons tous, de lever l'équivoque sur les soupçons de blanchiment de capitaux »

FELICITÉ SINGA BOYENGE
OPTIMISTIC FOR 2020

After ten years in management positions at Citi Bank, and as many at Standard, Félicité Singa Boyenge tried in vain for three years to save FiBanK, of which she was appointed Managing Director in 2012. Building on this exceptional track record, this expert of the Congolese financial sector, who was CBA's vice-president for three years, created the consulting firm EMAC, Executive Management Advisory & Consulting, in 2016. Founder last May of The Bankers Club DRC, she shares her thoughts on the 2020 prospects of the banking sector in the DRC and, in March, on women's entrepreneurship. Interview.

What does 2020 look like for the banking sector in the DRC?

First of all, we should note the good health of the banking system. There has been a real "jump" over the last five years, and particularly over 2018/2019. The banks' balance sheet total has reached US$8.5 billion, mainly due to an increase in deposits to just over US$6 billion and banking operations that have had a positive impact on the banks' turnover and net profit. This is encouraging. In 2020, however, there is a risk that some banks may struggle to reach the 50 million minimum capital requirement of the BCC, as several of them have already struggled to reach the 30 million threshold. However, particular attention should be paid to the deterioration of the credit portfolio in some banks, which could undermine the efforts made so far.

> « The Treasury bill policy is an interesting financing lever for major projects... and at the same time a tool for stabilising the Congolese Franc. »

The Congolese Association of Banks is going to ask for a delay, isn't it?

Yes, it will probably ask for a postponement until the end of 2021...

50 million minimum capital, how does that compare to other countries?

Not much compared to advanced economies such as Nigeria where we are on capital values for banks around 200 million, but 50 million is still above average in Central Africa. However, this is too low in relation to the financing needs of large companies such as the mining industry in particular. It forces them to seek external financing, whereas it would be preferable for local banks to be able to finance major projects with local resources.

How much more do you expect to see in 2020?

In terms of the balance sheet total, between 10 and 15%... Partly because of the application of the law obliging miners to repatriate a good part of their export earnings and also in view of the development of the insurance sector whose potential, in the medium term, is around 800 million, whereas it is less than 400 million today. However, the growth of the banks is dependent on the health of the economy, which itself is dependent on the political and security situation. I am not making this up.

What about the international economic situation?

If some advanced countries are likely to be negatively impacted by the coming financial crisis (I am referring to the forecasts announced in the international media), the countries of sub-Saharan Africa in general and the DRC in particular could be spared because of the low exposure of their external commitments compared to the European, American and Asian continents. As for the audit of the American Treasury on the flow of capital in dollars in the DRC, it will, we all hope, remove the ambiguity on the suspicions of money laundering and the sword of Damocles that has been hanging over our country for a few years. On this point, I have confidence in the country's institutions and I am calm.

Especially since the new government is rather well regarded by Washington ...

Yes, the President of the Republic has done a real job of changing his image. We've even become respectable again in the eyes of some people!

What do you think of the Treasury bill policy launched by the BCC at the end of 2019? Can the State create debt?

The Treasury bill policy is an interesting financing lever for major projects... and at the same time a tool for stabilising the Congolese Franc. I perhaps regret that the announcement did not take into account the particular attractiveness of these financial products.
As for the domestic debt, the State can indeed create debt with Treasury bills. If it finances free schooling, for example, why not!

And what do you think of the fund for future generations and the implementation of the FTAA on July 1. Pure utopia?

When it comes to the fund for future generations, I'm less optimistic! The dossier is on the table of decision-makers, but I'm afraid it's going to drag on... That said, and to put a positive spin on it, the mere fact that we're really working on it is already a big step.
As for the FTAA, the borders will have to be opened sooner or later anyway. I don't think the DRC is ready yet, if I may be so bold, we have not been able to plan (from an administrative, judicial and security standpoint) unlike some bordering countries for example.

The Bankers club has been going for a year now, a balance sheet?

We organized our second "breakfast meeting" in February during which we discussed, among other things, a topical issue, namely "money laundering in the DRC" with representatives of the Central Bank of Congo, the Insurance Regulation and Control Authority and the National Financial Intelligence Unit, the Congolese Banking Association, as well as the heads of banks and insurance companies, before an audience of economic players from various sectors of activity. As far as the balance sheet is concerned, the club is structured and presents itself as a platform for exchange, reflection and training through its forums and conferences-debates for executives of financial institutions.

As a woman in the banking sector in DRC, you have repeatedly stated that you have not been hindered in your progress, is that correct?

Yes, absolutely... Maybe a little, at the beginning, 26 years ago, but that was another time. On the other hand, I think that a career in the professional world and entrepreneurship for women is not encouraged enough, whereas I am convinced that women can equally and acceptably participate in the development of the country. She may even be the solution! I encourage parity and, for equal ability, equal change given to women.

Go further...

For women's development, we need to think about formulas that go far beyond the communications' strategies of some banks of the place where many information seminars are organized throughout the country. Granting cash credit is not enough. We should be able to finance projects that generate added value for the economy. I think that the major problem lies in support, we need real support during the operationalization phase. We could envisage a professional upgrading structure, in the form of evening classes for example, for those women who are already in business and who wish to improve their skills.

A last word?

Let's be resolutely optimistic! The DRC is on the right track!

Interwied by Fabrice Lehoux

BIENTOT EN KIOSQUE
M&B MINING AND BUSINESS
SPECIAL BANQUES ASSURANCES

COMING SOON

L'ŒIL DE LA CHINE

L'INVESTISSEMENT DE LA CHINE DANS CONGO GOLD MINING ENTRE DANS UNE NOUVELLE ÈRE

Le 18 novembre 2019, les mines de cuivre et de cobalt de Deziwa ou de Somidez construites par CNMC à Congo Gold ont été achevées avec succès et mises en production. Le 20 novembre, la fonderie congolaise voisine, LCS Pyrometallurgical, une co-entreprise entre CNMC et Yunnan Copper, a réussi à mettre en place un essai et a produit le premier lot de cuivres bruts. La construction et la production simultanées des deux projets en si peu de temps démontrent l'héritage du début de CNMC. Une meilleure connaissance de la culture en Afrique a également renforcé la confiance dans la poursuite du développement d'autres projets au Congo.

Le Projet Deziwa

Deziwa est situé à environ 35 kilomètres à l'ouest de Kolwezi dans la province du Lualaba. Il est adjacent à la mine de cuivre-cobalt de Glencore.

En juillet 2017, China Nonferrous Metals et Gécamines ont signé un accord de joint-venture pour former Somidez, avec une répartition actionnariale de 51 % pour CNMC – 49 % pour GÉCAMINES. Le projet est un BOT (construction, exploitation, transfert) entièrement financé et développé par CNMC. L'investissement initial de CNMC sera remboursé avec les flux de trésorerie disponibles issus de la vente de la production. Après une période maximum de 9 années, le projet sera détenu à 100 % par Gécamines.
L'investissement total du projet est de 880 millions de dollars. Le cuivre et le cobalt sont produits dans une mine à ciel ouvert. Le volume du minerai est de 4,5 millions de tonnes annuelles pour une production annuelle de 80 000 tonnes de cathodes de cuivre. Le projet est officiellement entré en production commerciale en janvier 2020. En intégrant conception et construction, CNMC a mis en œuvre le projet au nom de l'équipe propriétaire, contournant les restrictions de la nouvelle loi minière sur les entrepreneurs miniers et économisant ainsi taxes et autres frais. Tout cela a permis de réduire drastiquement les délais de construction.

LCS (Luarraba Project)

LCS est une co-entreprise créée par China National Nonferrous Metals et China Aluminum Group, une filiale de China National Nonferrous Metals Corporation, cotée à Hong Kong à un ratio de 6 - 4 en avril 2017. Il est situé sur la rive du Lualaba à l'ouest de la ceinture de cobalt et de cuivre du Congo. Le ratio d'actions d'ouverture du 4 juin reproduit entièrement le modèle de coopération du CNMC et de Yunnan Copper dans la fonderie de Chambishi (CCS) en Zambie. L'objectif de son investissement est de servir de fonderie pyrométallurgique de soutien pour la mine de cuivre-cobalt de Deziwa, et d'assurer les futurs besoins de traitement du minerai de sulfure de cuivre des mines environnantes. Le projet soutient également la construction d'un centre d'alimentation électrique du sud de Kolwezi, ce qui améliorera l'alimentation électrique dans la région méridionale de Kolwezi où se trouve le projet et tout le long de la ligne électrique. La période de construction du projet est de deux ans. Il a officiellement commencé le 28 mars 2018 et créera plus de 1 500 emplois pour les Congolais. Le projet LCS utilise la technologie de fusion de cuivre brut la plus avancée au monde, avec une plus faible consommation d'énergie et une meilleure protection de l'environnement. Le concentré de cuivre traité annuellement atteint 400 000 tonnes sèches, avec une production annuelle de 118 000 tonnes de cuivre brut (y compris le cuivre d'au moins 98,5 %, l'acide sulfurique 240 000 tonnes [100 % H_2SO_4], 30 000 tonnes de dioxyde de soufre liquide et d'alliage cuivre-cobalt. L'investissement total du projet est d'environ 437,6 millions de dollars américains.

> « On sait par ailleurs le nouveau ministre très favorable à la création d'une banque publique d'investissements, à la mécanisation à marche forcée de l'agriculture »

Emily Wrag

Basée à Zhengzhou, en Chine, Emily est spécialisée dans les ressources minières. Elle est aussi rédactrice en chef de Henan Fote Heavy Machinery Equipment Company. ■

CHINA'S VIEW

CHINA'S INVESTMENT IN CONGO GOLD MINING IS ENTERING A NEW ERA

On November 18, 2019, the Deziwa and Somidez copper and cobalt mines built by CNMC at Congo Gold were successfully completed and brought into production. On November 20, the nearby Congolese smelter, LCS Pyrometallurgical, a joint venture between CNMC and Yunnan Copper, successfully completed a trial and produced the first batch of raw copper. The simultaneous construction and production of both projects in such a short period of time demonstrates the legacy of CNMC's early days. A better knowledge of African culture has also strengthened confidence in the further development of other projects in the Congo.

The Deziwa Project

Deziwa is about 35 kilometres west of Kolwezi in the province of Lualaba. It is adjacent to the Glencore copper-cobalt mine.
In July 2017, China Nonferrous Metals and Gécamines signed a joint venture agreement to form Somidez, with a shareholding split of 51% for CNMC - 49% for GÉCAMINES. The project is a BOT (Build, Operate, Transfer) fully financed and developed by CNMC. CNMC's initial investment will be repaid with free cash flow from the sale of production. After a maximum period of 9 years, the project will be 100% owned by Gécamines.
The total investment of the project is 880 million dollars. Copper and cobalt are produced in an open-pit mine. The ore volume is 4.5 million tons per year for an annual production of 80,000 tons of copper cathodes. The project officially began commercial production in January 2020. By integrating design and construction, CNMC implemented the project on behalf of the owner's team, circumventing the restrictions of the new mining law on mining contractors and saving taxes and other fees. All of this resulted in a drastic reduction in construction time.

LCS (Luarraba Project)

LCS is a joint venture between China National Nonferrous Metals and China Aluminum Group, a subsidiary of China National Nonferrous Metals Corporation, listed in Hong Kong at a ratio of 6 - 4 in April 2017. It is located on the bank of the Lualaba River west of the Congo Copper-Cobalt Belt. The June 4 opening share ratio fully replicates the model of cooperation between CNMC and Yunnan Copper at the Chambishi smelter (CCS) in Zambia. The purpose of the investment is to serve as a pyrometallurgical support smelter for the Deziwa copper-cobalt mine and to meet future processing requirements for copper sulphide ore from surrounding mines. The project also supports the construction of a South Kolwezi Power Supply Centre, which will improve power supply in the southern Kolwezi area where the project is located and along the entire power line. The construction period for the project is two years. It officially started on 28 March 2018 and will create more than 1,500 jobs for the Congolese people. The LCS project uses the most advanced crude copper smelting technology in the world, with lower energy consumption and better environmental protection. The copper concentrate processed annually is 400,000 dry tonnes, with an annual production of 118,000 tonnes of blister copper (including at least 98.5% copper, 240,000 tonnes of sulphuric acid [100% H_2SO_4], 30,000 tonnes of liquid sulphur dioxide and copper-cobalt alloy). The total investment for the project is approximately US$437.6 million.

Emily Wrag

Based in Zhengzhou, China, Emily specializes in mining resources. She is also editor of Henan Fote Heavy Machinery Equipment Company. ■

DEBRIEF MINING INDABA

FATSHI CHOISIT LA PAIX PLUTÔT QUE LES MINES

Annoncée en grande pompe par les organisateurs de Mining Indaba de longues semaines avant l'événement, la venue de Félix Tshisekedi au Cap pour évoquer les changements en RDC depuis son arrivée au pouvoir n'a pas eu lieu. Le président congolais a finalement dû se rendre à Luanda au sommet quadripartite RDC-Angola-Ouganda-Rwanda pour tenter de consolider le processus de paix dans la région des Grands lacs. La rencontre entre les chefs d'Etat des quatre pays, Félix Tshisekedi, Joao Lourenço, Yoweri Museveni et Paul Kagame devait préciser les modalités de l'accord de paix entre l'Ouganda et le Rwanda qui avait été conclu l'été dernier après des mois de violences à la frontière entre les deux pays.

Malgré l'absence du président, la RDC a été représentée par une importante délégation lors de Mining Indaba. Cette dernière était menée par le Premier ministre Sylvestre Ilunga et le Ministre des Mines, Willy Kitobo Samsoni, mais était également composée d'émissaires venus de la plupart des provinces du pays, cette année tous réunis au sein d'un même pavillon, de la FEC et de nombreux autres opérateurs. Le grand absent de la délégation était au final la Gécamines, dont la plupart des dirigeants, notamment son président Albert Yuma, habitué des discours fleuves et piquants lors de Mining Indaba, n'avaient pas fait le déplacement. Les conséquences de l'affaire Ventora ?

FATSHI CHOOSES PEACE OVER MINES

Announced with great fanfare by the organisers of Mining Indaba long weeks before the event, Felix Tshisekedi's visit to Cape Town to discuss the changes in the DRC since he came to power did not take place. The Congolese president finally had to travel to Luanda for the DRC-Angola-Uganda-Rwanda quadripartite summit to try to consolidate the peace process in the Great Lakes region. The meeting between the heads of state of the four countries, Félix Tshisekedi, Joao Lourenço, Yoweri Museveni and Paul Kagame was to clarify the terms of the peace agreement between Uganda and Rwanda which was concluded last summer after months of violence at the border between the two countries.

Despite the president's absence, the DRC was represented by a large delegation at Indaba Mining. The latter was led by Prime Minister Sylvestre Ilunga and the Minister of Mines, Willy Kitobo Samsoni, but was also made up of emissaries from most of the country's provinces, this year all gathered in the same pavilion, the FEC and many other operators. In the end, Gécamines was absent from the delegation. Most of its leaders, notably its president Albert Yuma, who is used to the rhetoric of Indaba Mining, did not come. The consequences of the Ventora affair?

LE DRC BREAKFAST FAIT LE PLEIN

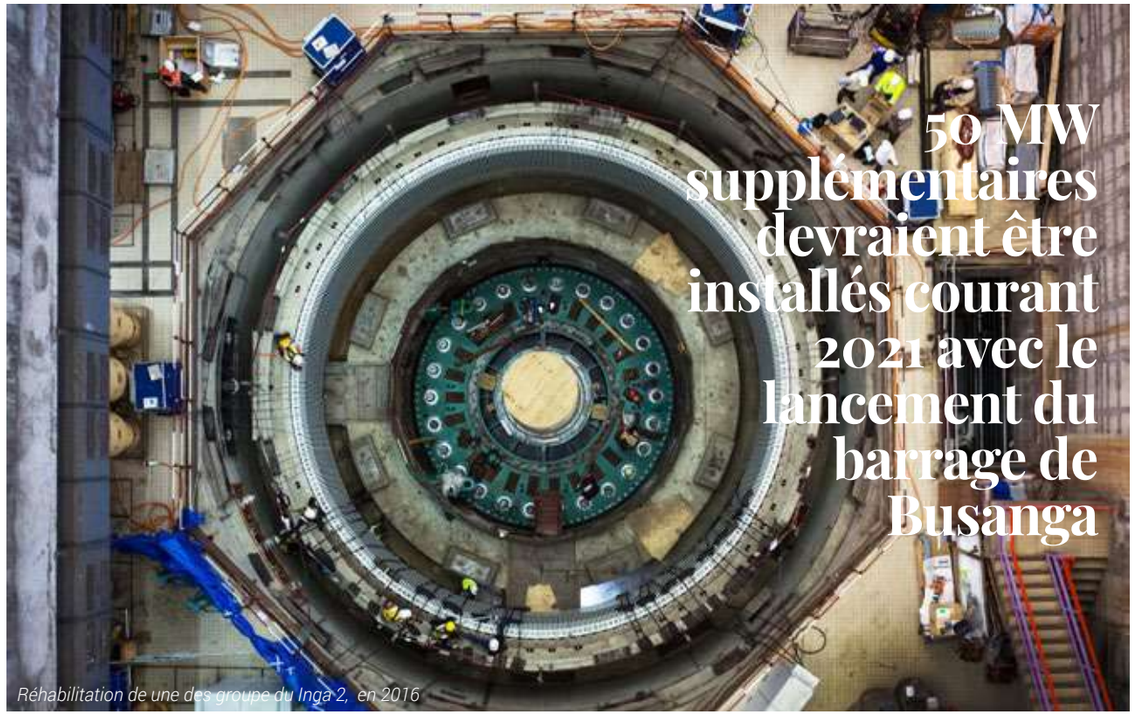
Que ce soit les critiques sur le nouveau code minier et la loi sur la sous-traitance, la baisse des cours du cobalt ou les incertitudes quant au cap choisi par la coalition au pouvoir, rien n'aura eu raison du succès du petit-déjeuner organisé comme chaque année au matin du troisième jour de la conférence Mining Indaba du Cap.

En 2020 aussi, l'événement a fait le plein. Il faut dire que deux stars du secteur minier africain, Mark Bristow, PDG de Barrick Gold Corp, et Robert Friedland, à la tête d'Ivanhoe Mines, étaient présents ce matin-là.

DRC BREAKFAST FILLS UP

Whether it is the criticism of the new mining code and the law on subcontracting, the fall in cobalt prices or the uncertainty as to the course chosen by the ruling coalition, nothing will have been the reason for the success of the breakfast organised as every year on the morning of the third day of the Mining Indaba conference in Cape Town.

In 2020, too, the event was full to bursting point. Two stars of the African mining sector, Mark Bristow, CEO of Barrick Gold Corp, and Robert Friedland, head of Ivanhoe Mines, were present that morning.



50 MW supplémentaires devraient être installés courant 2021 avec le lancement du barrage de Busanga

Réhabilitation de une des groupe du Inga 2, en 2016

L'ÉNERGIE, ENJEU MAJEUR POUR LES MINES CONGOLAISES

Président de la FEC Energie, Eric Monga s'est voulu optimiste lors du petit-déjeuner RDC, assurant que 250 MW supplémentaires devraient être installés courant 2021 avec le lancement du barrage de Busanga, puis 250 en plus en 2023, en vue d'atteindre 2000 MW de plus pour la RDC en 2030. Le patron de Kipay a également pu présenter durant Mining Indaba les avancées de son projet de barrage de Sombwe de 150 MW, où les travaux ont commencé avec trois mois d'avance. Tembo Power, représenté en RDC par John Kanyoni, à la tête de Metachem, a lui aussi fait une présentation au Radisson Red du Cap au deuxième jour de Mining indaba pour détailler les progrès de son projet de cinq centrales d'une puissance totale de 100 MW, annonçant notamment que le géant français de la construction, Eiffage, était son "preferred partner".

Toutefois, la RDC continue de manquer cruellement d'électricité, freinant le développement des projets miniers, qui nécessitent de nombreux MW que la SNEL ne leur apporte pas toujours de manière efficace et stable. Alors, le thème annoncé par Eric Monga lors de Mining Indaba pour la cinquième édition de la conférence sur l'énergie en RDC, qui sera organisée du 23 au 25 avril prochains à Lubumbashi, soit faire le bilan des six ans de l'adoption de la loi sur la libéralisation de l'énergie, vient à point nommé. Celle-ci autorise un producteur privé d'électricité à vendre directement sa production à des entreprises ou individus, sans avoir à passer par la SNEL.

ENERGY, A MAJOR ISSUE FOR CONGOLESE MINES

President of the FEC Energy, Eric Monga was optimistic during the DRC breakfast, assuring that 250 additional MW should be installed during 2021 with the launching of the Busanga dam, then 250 more in 2023, in order to reach 2000 MW more for the DRC in 2030. The boss of Kipay was also able to present during Mining Indaba the progress of his 150 MW Sombwe dam project, where work started three months ahead of schedule. Tembo Power, represented in the DRC by John Kanyoni, head of Metachem, also made a presentation at the Radisson Red in Cape Town on the second day of Mining Indaba to detail the progress of its project of five power stations with a total capacity of 100 MW, announcing in particular that the French construction giant, Eiffage, was its "preferred partner".

However, the DRC continues to suffer from a severe lack of electricity, hampering the development of mining projects, which require many MW that SNEL does not always provide them in an efficient and stable manner. So the theme announced by Eric Monga at Mining Indaba for the fifth edition of the conference on energy in the DRC, which will be held from 23 to 25 April in Lubumbashi, namely to take stock of the six years since the adoption of the law on the liberalisation of energy, comes at just the right time. This law allows a private electricity producer to sell its production directly to companies or individuals, without having to go through SNEL.

MINING INDABA

« Même le cuivre, dont la RDC est l'un des premiers producteurs au niveau mondial, a fait l'objet d'une discussion au premier jour de Mining Indaba »

LES BATTERY METALS AU CENTRE DU JEU

Si la RDC reste l'un des pays phares de Mining Indaba, c'est que les battery metals, cobalt et lithium en tête, sont désormais l'un des sujets phares de la conférence. Les panels évoquant les battery metals, mais aussi et surtout leurs utilisations pour la construction de batteries électriques et autres matériaux entrant dans la fabrication d'équipements pour les centrales à énergies renouvelables, se sont suivis au Cap. Même le cuivre, dont la RDC est l'un des premiers producteurs au niveau mondial, a fait l'objet d'une discussion au premier jour de Mining Indaba, lors de laquelle des représentants d'Ivanhoe Mines comme de Barrick Gold et de la Banque mondiale ont expliqué que ce métal était l'une des clés pour que le continent africain reste une pièce essentielle de la nouvelle économie basée sur les batteries.

BATTERY METALS AT THE CENTRE OF THE GAME

If the DRC remains one of the flagship countries of Indaba Mining, it is because battery metals, led by cobalt and lithium, are now one of the key topics of the conference. Panels on battery metals, but also and above all their use in the construction of electric batteries and other materials used in the manufacture of equipment for renewable energy plants, followed one another in Cape Town. Even copper, of which the DRC is one of the world's leading producers, was discussed on the first day of Mining Indaba, where representatives from Ivanhoe Mines, Barrick Gold and the World Bank explained that this metal is one of the keys to ensuring that the African continent remains an essential part of the new battery-based economy.

LE CORONAVIRUS N'AFFECTE PAS MINING INDABA

Certaines sociétés ont dû avouer que certains de leurs cadres n'avaient pu se rendre en Afrique du Sud car ils étaient coincés en Chine, où ils s'étaient rendus pour le nouvel an chinois puis n'avaient pu en repartir du fait de l'épidémie de coronavirus. Malgré cela, plusieurs panels ont fait la part belle à la place de la Chine dans les mines africaines. Le deuxième jour, un a examiné la stratégie d'électrification de la Chine et ses retombées sur les financements aux mines africaines, quand, le lendemain, l'investissement de sociétés chinoises et son impact sur les économies locales, étudiant notamment l'exemple de Citic, qui a acquis des parts dans Ivanhoe Mines.

CORONAVIRUS DOES NOT AFFECT INDABA MINING

Some companies have had to admit that some of their executives were unable to travel to South Africa because they were stuck in China, where they had gone for the Chinese New Year and were unable to leave because of the coronavirus outbreak. Despite this, several panels have been highlighting China's place in Africa's mines. On the second day, one looked at China's electrification strategy and its impact on financing for African mines, while the next looked at the investment of Chinese companies and its impact on local economies, looking in particular at the example of Citic, which has acquired shares in Ivanhoe Mines.

ESG, MANTRA DE L'ÉDITION 2020

Outre les battery metals, les sujets liés au respect des questions environnementales, sociales et de gouvernance, souvent représentés sous l'acronyme "ESG" (environment, social, governance) en anglais, ont été au cœur des discussions de l'édition 2020 de Mining Indaba. Il faut dire que, comme l'ont rappelé de nombreuses banques ou des institutions internationales de financement comme la Banque mondiale, elles sont sous pression, doivent respecter de plus en plus de critères lorsqu'elles veulent financer des projets, donc les miniers doivent eux aussi les mettre en œuvre s'ils espèrent recevoir des fonds pour développer leurs mines. Le petit-déjeuner sur l'impact environnemental de l'industrie minière organisé par Digby Wells Environmental, qui fêtait cette année sa dixième édition alors que l'entreprise elle-même célébrait ses 25 ans, semblait plus que jamais pertinent au vu des panels à Mining Indaba, où il a été souvent rappelé que les mines sont un élément clé de la transition écologique, tout en évoquant le dilemme entre exploitation des ressources naturelles et respect de l'environnement. Au-delà de l'environnement, le respect des communautés riveraines des sites miniers, le renforcement du contenu local, les principes de transparence et de traçabilité ont été beaucoup soulignés durant l'événement.

« ...mining is a key element in the ecological transition, while at the same time evoking the dilemma between the exploitation of natural resources and respect for the environment. »

ESG, MANTRA OF THE 2020 EDITION

In addition to battery metals, topics related to environmental, social and governance issues, often represented under the acronym "ESG", are also included. (environment, social, governance) in English, were at the heart of the discussions at the 2020 edition of Mining Indaba. It has to be said that, as many banks or international financing institutions such as the World Bank have pointed out, they are under pressure and have to comply with more and more criteria when they want to finance projects, so the miners must also implement them if they hope to receive funds to develop their mines.
The breakfast on the environmental impact of the mining industry organised by Digby Wells Environmental, which was celebrating its tenth edition this year as the company itself celebrated its 25th anniversary, seemed more relevant than ever in the light of the panels at Mining Indaba, where it was often pointed out that mining is a key element in the ecological transition, while at the same time evoking the dilemma between the exploitation of natural resources and respect for the environment.
Beyond the environment, respect for the communities bordering the mining sites, the strengthening of local content, the principles of transparency and traceability were much emphasized during the event.

LES MILLENIALS ET #METOO À MINING INDABA

As young people around the world increasingly struggle to raise awareness of ecology as a key issue for the future, miners know that they are in danger. Young people are no longer unanimous in their opinion that the exploitation of the land, especially of polluting materials such as coal, is no longer acceptable. To counteract this trend, a panel was held on the first day of the Cape Town conference to assess how to attract investors from the Millenials generation (born between the early 1980s and the late 1990s) but also their successors, Generation Z, to the mining sector. To give them the floor, the fourth and final day of Mining Indaba was devoted to Young Leaders.
The increasingly important issues of gender equality were also part of the event. Several law firms partnered with Women in Mining to organize their events, including Herbert Smith Freehills and Webber Wentzel.

THE MILLENIALS AND #METOO AT MINING INDABA

As young people around the world increasingly struggle to raise awareness of ecology as a key issue for the future, miners know that they are in danger. Young people are no longer unanimous in their opinion that the exploitation of the land, especially of polluting materials such as coal, is no longer acceptable. To counteract this trend, a panel was held on the first day of the Cape Town conference to assess how to attract investors from the Millenials generation (born between the early 1980s and the late 1990s) but also their successors, Generation Z, to the mining sector. To give them the floor, the fourth and final day of Mining Indaba was devoted to Young Leaders.
The increasingly important issues of gender equality were also part of the event. Several law firms partnered with Women in Mining to organize their events, including Herbert Smith Freehills and Webber Wentzel.

Rawsur www.rawsur.com

LA FRANCE INVITE 1000 ENTREPRENEURS AFRICAINS AU SOMMET AFRIQUE-FRANCE 2020, POUR PRÉSENTER LEURS PROJETS DE VILLE DURABLE

L'Hexagone a invité les entrepreneurs africains porteurs de solutions innovantes pour l'émergence des villes durables. Via son concours dénommé « Le Challenge des 1000 », la France sélectionnera et invitera à Bordeaux, 1000 porteurs africains de solutions pour les villes, à l'occasion du Salon « La Cité des Solutions », lors de la 28ème édition du Sommet Afrique-France. L'événement est prévu du 4 au 6 juin 2020.

Les entrepreneurs seront retenus sur la base de 7 critères : le projet présenté par un entrepreneur africain, dont l'activité est en lien avec l'une des thématiques de la Cité des Solutions ; la Parité Homme-Femme sera observée dans le choix des 1000 Entrepreneurs.

Les 7 quartiers thématiques autour desquels les projets devraient être élaborés, sont : "accéder aux services essentiels, nourrir les villes, aménager et embellir la ville, se déplacer dans la ville / visiter la ville, vivre dans la ville, financer et structurer les projets; et enfin connecter la ville ».

Seront également pris en compte l'équilibre géographique de provenance des Entrepreneurs, l'équilibre des thématiques, l'impact social de la solution, et l'enregistrement du porteur de projet sur la plateforme Digital Africa.

Source Ecofin

SOMMET Afrique-France Ville Durable
Bordeaux, 4-6 juin 2020
Bordeaux à l'unisson

LE BIG DEAL ENTRE LE KENYA ET LES USA

■ Le groupe de travail sur le commerce et l'investissement entre les États-Unis et le Kenya a tenu mi février à Washington sa troisième réunion. C'est à son issue que le représentant américain au Commerce a délivré l'information selon laquelle les États-Unis envisagent de négocier un accord commercial avec le Kenya. Un scénario sans précédent avec un pays africain. Ce groupe de travail avait été mis en place en août 2018 par les présidents américain Donald Trump et kényan Uhuru Kenyatta. Parmi les décisions prises figure l'adoption d'un protocole phytosanitaire donnant aux producteurs de blé de trois États américains accès au marché du blé kényan à hauteur de 470 millions de dollars.

HE BIG DEAL BETWEEN KENYA AND THE US

■ WThe U.S.-Kenya Trade and Investment Working Group held its third meeting in mid-February in Washington, D.C. The meeting was attended by representatives of the United States and Kenya. At the conclusion of the meeting, the U.S. Trade Representative provided information that the United States is considering negotiating a trade agreement with Kenya. This is an unprecedented scenario with an African country. This working group had been set up in August 2018 by US President Donald Trump and Kenyan President Uhuru Kenyatta. Among the decisions taken was the adoption of a phytosanitary protocol giving wheat producers in three American states access to the Kenyan wheat market to the tune of 470 million dollars.

FRANCE INVITES 1,000 AFRICAN ENTREPRENEURS TO THE AFRICA-FRANCE 2020 SUMMIT TO PRESENT THEIR SUSTAINABLE CITY PROJECTS

France has invited African entrepreneurs with innovative solutions for the emergence of sustainable cities. Through its competition called "Le Challenge des 1000", France will select and invite to Bordeaux, 1000 African carriers of solutions for cities, on the occasion of "La Cité des Solutions" exhibition, during the 28th edition of the Africa-France Summit. The event is scheduled to take place from 4 to 6 June 2020.

Entrepreneurs will be selected on the basis of 7 criteria: the project presented by an African entrepreneur, whose activity is related to one of the themes of the Cité des Solutions; Gender Parity will be observed in the selection of the 1000 Entrepreneurs.

The 7 thematic districts around which the projects should be developed are: "access to essential services, feeding the cities, developing and beautifying the city, getting around in the city / visiting the city, living in the city, financing and structuring projects; and finally connecting the city".

Will also be taken into account the geographical balance of origin of the Entrepreneurs, the balance of themes, the social impact of the solution, and the registration of the project leader on the Digital Africa platform.
Source Ecofin

PESTIFERÉS ?

« Je suis belge, né en Belgique, propriétaire d'un appartement en Belgique. Je suis marié avec une femme belge et nos deux enfants sont belges. Mes factures d'eau, de gaz et d'électricité, mes factures de téléphone sont domiciliées auprès de ma banque depuis 30 ans. Ma banque exécute mensuellement une série d'instructions permanentes comme le paiement mes frais de sécurité sociale d'outre-mer. Je n'ai jamais eu d'impayés, parce que tous les mois mon employeur verse une partie de mon salaire sur mon compte en Belgique. »

«Il y a peu, j'ai reçu un mail de ma banque, confirmé par une lettre. Elle m'informe que selon l'article 9 (ou 21, ou 59, c'est sans importance) de son Règlement Général des Opérations (RGO pour les initiés), la banque a pris la décision unilatérale de mettre fin à nos relations. Je dois donc clôturer mon compte et transférer mes avoirs dans un délai de 30 jours.»

«Quel est mon crime ?»

Cette question, de nombreux Belges résidant hors de l'Union européenne et principalement en République Démocratique du Congo se la sont posée, se la posent ou vont se la poser bientôt. En effet, plusieurs des plus grandes banques belges mettent fin à des relations bancaires; avec des Belges vivant au Congo, mais aussi avec des Congolais qui ont des attaches familiales, voire simplement patrimoniales, en Belgique depuis des dizaines d'années, parfois.

Pourquoi?

Les banques, interrogées, répondent d'abord que leur «RGO» le leur permet et qu'elles n'ont pas à se justifier. Si on parvient à nouer un dialogue, on s'entend dire que la banque ne peut informer le titulaire du compte, de peur qu'il n'efface des traces d'opérations suspectes que la banque a, ou aurait pu, ou pourrait signaler, dénoncer à la Cellule de Traitement des Informations financières comme elles y sont obligées lorsqu'elles ont des suspicions.

L'obligation qui incombe aux banques belges d'ouvrir un compte avec tous les services de base ne s'applique qu'aux habitants du Royaume de Belgique, y compris les réfugiés et les demandeurs d'asile.

Mais cette obligation ne s'impose pas pour les Belges résidant à l'étranger...

Les banques auront beau jeu de dire – sans jamais l'écrire – qu'elles ne veulent pas être complices, ni couvrir des opérations de blanchiment de fraude fiscale. Et la loi impose aux banques de dénoncer sans informer. Les clients ne peuvent donc pas démontrer qu'ils ne fraudent pas le fisc des pays où ils ont été ou sont actifs.

Dans de telles situations, comment ces Belges résidant hors de l'U.E. et en particulier en R.D.C. vont-ils pouvoir alors gérer leur quotidien? Cette question vaut aussi pour les étrangers, en particulier les Congolais qui ont de la famille ou des avoirs en Belgique.

L'U.F.B.E. (Union Francophone des Belges à l'Étranger), tout comme VIW (Vlamingen in de Wereld), son homologue néerlandophone, a demandé aux parlementaires d'étendre l'obligation aux Belges résidant à l'étranger.
En vain jusqu'à présent. ■

Sirius

VICTIMS OF THE PLAGUE?

In such situations, how will these Belgians residing outside the EU and in particular in the D.R.C. then be able to manage their daily lives? This question also applies to foreigners, in particular Congolese who have family or assets in Belgium.

« I'm Belgian, born in Belgium, owner of a nice flat in Belgium. I'm married to a Belgian woman and our two children are Belgian. My water, gas and electricity bills and my telephone bills have been with my bank for many years. Every month my bank carries out a series of standing instructions such as the payment of my overseas social security expenses. I have never had any outstanding payments, because every month my employer pays part of my salary into my account in Belgium. »

"And then, a short while ago, I received an e-mail from my bank, confirmed by a letter, informing me that, under Article 9 (or 21, or 59, it doesn't matter) of its General Operating Regulations (GOR for insiders), the bank has taken the unilateral decision to terminate our relationship and close my account(s) and asking me to transfer my assets within 30 days. »

"But what have I done? »

Many Belgians living outside the European Union and mainly in the Democratic Republic of Congo have asked themselves this question, are asking themselves this question or will soon ask themselves this question. Indeed, several of the largest Belgian banks are ending banking relationships; with Belgians living in the Congo, but also with Congolese who have family ties or even simply patrimonial ties in Belgium, sometimes for decades.

Why is this happening?

The banks, when questioned, answer first of all that their "GOR" allows them to do so and that they do not have to justify themselves. If a dialogue is established, it is understood that the bank cannot inform the account holder, for fear that he will erase traces of suspicious transactions that the bank has, or might have had, or might report, to the Financial Information Processing Unit as they are obliged to do when they have suspicions.

The obligation incumbent on Belgian banks to open an account with all basic services only applies to all inhabitants of the Kingdom of Belgium, including refugees and asylum seekers. However, this obligation does not apply to Belgians living abroad...

It is all very well for the banks to say - without ever writing it down - that they do not want to be complicit in or cover up tax fraud laundering operations. And the law requires banks to denounce without informing. Customers cannot therefore demonstrate that, no, they are not evading the taxes of the countries where they have been or are active.

In such situations, how will these Belgians residing outside the EU and in particular in the D.R.C. then be able to manage their daily lives? This question also applies to foreigners, in particular Congolese who have family or assets in Belgium.

THE U.F.B.E. (Union Francophone des Belges à l'Etranger), like its Dutch-speaking counterpart VIW (Vlamingen in de Wereld), has asked parliamentarians to extend the obligation to Belgians living abroad. So far to no avail. ■

Sirius

INAUGURATION DU NOUVEAU SITE DE CONGO EQUIPMENT

Congo Equipment a inauguré le 6 février ses nouveaux bureaux. La Direction générale de l'entreprise ainsi que les employés ont eu l'honneur d'accueillir plus de 150 invités sur leur site de la route Kinsevere. Parmi les invités de marque, la Présidente pour le secteur minier de Caterpillar inc. Mme Denise Johnson, les représentants de ses actionnaires, les nombreux clients et partenaires locaux, en présence de Monsieur le Directeur de cabinet du Gouverneur, le Professeur Christian Kunda.

Tous ont découvert cet investissement d'importance en RDC à travers la visite des installations. Les ateliers de 3100 m2, les magasins de 2200 m2 contenant 32072 articles d'une valeur de plusieurs dizaines de millions de dollars ainsi que les bureaux ont été installés pour répondre aux attentes des clients. En effet, les machines Caterpillar dans le secteur minier et la construction opèrent de manières intensives et exigent un support de classe internationale désormais disponible.

Les nouvelles installations comprennent des centres de reconditionnement, un laboratoire d'analyse, un centre technologique de dernière génération et un centre de formation. Ce centre forme déjà les experts techniques congolais de Congo Equipment, mais également des clients. Une salle de 8 simulateurs permet d'accueillir des sessions de formation d'opérateurs de machines afin de les certifier et limiter les risques d'accident.

Avant d'être invités à partager un déjeuner, les hôtes ont suivi les allocutions du CEO, M. Deon Heyns, de la Présidente du secteur minier de Caterpillar inc. et du représentant du Gouverneur. Ils ont ensuite dévoilé la plaque inaugurale réalisée par un artiste local.

Les intervenants ont salué cet ouvrage qui métamorphose l'environnement de travail ainsi que la qualité des prestations. Le Professeur Kunda a promis tout le soutien du gouvernement. ■

« **Les nouvelles installations comprennent des centres de reconditionnement, un laboratoire d'analyse, un centre technologique de dernière génération et un centre de formation.** »

INAUGURATION OF THE NEW CONGO EQUIPMENT SITE

Congo Equipment inaugurated its new offices and workshops on February 6, 2020. The company's management and employees had the honour of welcoming more than 150 guests to their Kinsevere Road site. Among the distinguished guests were Mrs Denise Johnson, Caterpillar Inc. Group President of Resource Industries, Caterpillar Executives, representatives of its shareholders and Board, numerous customers and local partners, in the presence of the Governor's Chief of Staff, Professor Christian Kunda.

All discovered this important investment in the DRC through a tour of the facilities. The 3,100 m2 workshops, the 2,200 m2 stores containing 32,072 items as well as the offices have been installed to meet customers' expectations. Indeed, Caterpillar machines in the mining and construction industries operate intensively and require world-class support that is now available. Rebuilt components will meet Caterpillar specifications and carry the normal warranty,

“ **The new facilities include a Component Rebuild Centre (CRC), workshops, a new oil laboratory, a state-of-the-art technology centre and a training centre.** ”

The new facilities include a Component Rebuild Centre (CRC), workshops, a new oil laboratory, a state-of-the-art technology centre and a training centre. Congo Equipment is already training Congolese technical experts, as well as customers. A room with simulators can host training sessions to certify machine operators and limit the risk of accidents and improve efficiency.

Before being invited to share lunch, the guests listened to speeches by the CEO, Mr Deon Heyns, the President of the Mining Sector of Caterpillar Inc. and the Governor's representative. They then unveiled the inaugural plaque made in copper, created by a local artist.

The speakers saluted this new world class facility, which transforms the working environment and the quality of service to customers. Professor Kunda pledged the government's full support. ■

REGARD

Au jour où nous mettons sous presse le coronavirus a touché près de 71 000 personnes et a fait 1800 morts.

The day we go for printing, the coronavirus has hit nearly 71 000 people and 1800 deaths.

BOURSES POUR LES FEMMES DE SCIENCES: L'ÉLAN NATIONAL

SCHOLARSHIPS FOR WOMEN IN SCIENCE: GAINING NATIONAL MOMENTUM

Avec plus de 420 mille USD déjà récoltés, la campagne permettant d'octroyer une bourse d'étude à une étudiante congolaise en Sciences démarre fort.

On ne dénombre qu'une qu'une soixantaine de femmes docteures en Sciences dans tout le pays. Ce triste chiffre qui situe non seulement la RDC en bas du classement mondial par rapport à sa population lui fait surtout prendre le risque de manquer cruellement de femmes dans ses laboratoires de R&D à l'avenir. C'est suite à ce constat que l'ONG Investing In People, présidé par Raïssa Malu, et le Makutano, présidé par Nicole Sulu, ont lancé la campagne 2020 des Bourses pour les Femmes dans les Sciences, Technologies, Ingénieries et Mathématiques.

« Parmi les grands donateurs ayant répondu à notre appel, l'Assemblée nationale s'est engagée à verser 300 mille USD, alors qu'un donateur souhaitant garder l'anonymat a quant à lui choisi de verser 10 mille USD par mois pendant toute l'année 2020, soit 120 mille USD », a déclaré Nicole Sulu lors des vœux aux membres du réseau Makutano, en janvier dernier.

Quatre catégorie de bourses sont offertes : la Bourse Étude pour le niveau Licence ; la Bourse Étude pour le niveau Master ou Doctorat ; la Bourse Évènement pour couvrir les frais de participation à une conférence/symposium/atelier/formation (au niveau national ou à l'international) ; la Bourse Recherche qui est un fonds de recherche.

Les entreprises désireuses de s'associer à cette campagne de promotion de la femme congolaise dans la recherche scientifique et les candidates à l'octroi d'une bourse peuvent s'inscrire sur la plateforme www.femmes-sciencesrdc.org

Particulièrement sensible à la promotion des femmes dans tous les secteurs de la vie économique dans notre cher et beau pays, M&B a choisi de promouvoir gratuitement cette campagne en relayant l'appel au don. ■

Having already collected more than 420 thousand USD, the campaign to award a Science scholarship to a female Congolese student is off to a strong start.

There are only about sixty women doctors of science in the whole country. This sad figure, which not only places the DRC at the bottom of the world rankings in relation to its population but also makes it especially at risk of sorely lacking women in its R&D laboratories in the future. It was in response to this observation that the NGO Investing In People, chaired by Raïssa Malu, and the Makutano, chaired by Nicole Sulu, launched the 2020 Scholarships for Women in Science, Technology, Engineering and Mathematics campaign.

"Among the major donors who responded to our appeal, the National Assembly has pledged 300 thousand USD, while a donor wishing to remain anonymous has chosen to contribute 10 thousand USD per month for the whole year 2020, or 120 thousand USD," Nicole Sulu said as she greeted members of the Makutano network last January.

Four categories of scholarships are offered: the Study Scholarship for Bachelor's level; the Study Scholarship for Master's or Doctorate level; the Event Scholarship to cover the costs of participation in a conference/symposium/workshop/training (at national or international level); the Research Scholarship which is a research fund.

Companies wishing to join this campaign for the promotion of Congolese women in scientific research and candidates for a grant can register on the platform www.femmes-sciencesrdc.org

Particularly sensitive to the promotion of women in all sectors of economic life in our dear and beautiful country, M&B has chosen to promote this campaign free of charge by relaying the call for donations. ■

INTERVIEW DE ARNAUD PHANZU

MINING HAULAGE KATANGA
Intergrity that moves the Earth

Bonjour Monsieur PHANZU. Vous venez d'être engagé par MHK. Pouvez-vous nous en dire plus ?
Arnaud Phanzu. Je viens en effet d'être recruté par MHK. Je suis leur nouveau directeur ventes et marketing.
MHK est une compagnie spécialisée en matière minière. Elle existe depuis 2015. Nous travaillons sur trois phases: l'étude du terrain, l'exploitation du minerai et le transport et bientôt la métallurgie. Nos bureaux se trouvent à Lubumbashi et nos activités principales se tiennent dans la zone de Kipushi, sur le site de Kalumine. Nous employons près de 200 personnes.

MHK est donc une jeune entreprise. Pouvez-vous nous parler de sa création ?
MHK est née de l'initiative du président et fondateur, Monsieur Emmanuel SPANOGIANNIS. Si l'extraction et l'exploitation en RDC fonctionnaient correctement, le secteur du transport manquait lui de régularité et d'efficacité. Il s'est donc placé comme intermédiaire et a créé MHK.

Quelles sont les perspectives en 2020 pour MHK ?
En 2020, nous allons nous pencher sur notre stratégie au niveau de l'extraction, mais aussi développer nos services en métallurgie afin de pouvoir traiter les métaux directement en collaborant avec d'autres entreprises minières. Notre actuel partenaire-actionnaire est le groupe SOMIKA depuis fin 2016 avec lequel nous espérons aussi trouver d'autres possibilités d'élargissement de nos activités. Nous ne pouvons donc pas que nous contenter d'extraire la matière première du sol, nous envisageons d'aller de l'avant et fournir davantage de services dans le secteur minier. ■

Hello, Mr Arnaud PHANZU, you have just been hired by MHK. Could you tell us more?
Arnaud Phanzu. *I have indeed just been recruited by MHK to manage the marketing and sales department. Founded in 2015, MHK (is a company that) specializes in mining. We work in three stages: study the land, mine and transport the ore, and soon metallurgy. Our offices are in Lubumbashi and our main business activity is in the Kipushi area, on the Kalumine site. We employ nearly 200 people.*

MHK is therefore a young company. Could you tell us about how it was found-ed?
MHK was born from the initiative of the president and founder, Mr. Emmanuel SPANOGIANNIS. While extraction and mining in the DRC were working properly, the transport sector was irregular and inefficient. So he positioned himself as an in-termediary and created MHK.

What are the prospects for MHK in 2020?
In 2020 we will focus not only on developing our extraction strategy, but also our metallurgy services so that we can process metals directly by collaborating with other mining companies. The SOMIKA group has been our partner-shareholder since the end of 2016; together, we hope to find other ways of expanding our busi-ness. We cannot therefore be satisfied with simply extracting the raw material from the ground – we plan on moving forward and providing more services in the mining sector.

N°7721, Avenue Kisambi, Quartier Lido, Commune de Lubumbashi, Ville de Lubumbashi,
Province du Haut-Katanga,
République Démocratique du Congo
+243823800505

LE BREXIT, NOUVELLE AUBE POUR LES RELATIONS UK/AFRIQUE ?

Depuis le 31 janvier, l'Union Jack ne flotte plus à Bruxelles et Strasbourg. La promesse d'une « nouvelle aube » faite le même soir par le Premier ministre anglais, Boris Johnson, a finalement vu le jour. S'il faudra attendre le premier janvier 2021 pour que le divorce entre le Royaume-Uni et l'Union soit réellement consommé, les accords commerciaux et autres traités, incluant ceux signés avec les pays africains, qui liaient les britanniques au reste du monde via l'UE sont par contre d'ores et déjà caduques et à renégocier. Analyse.

Le 31 janvier dernier, trois ans et demi après le référendum historique lors duquel les britanniques se sont prononcés en faveur du « Brexit », le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne. Le divorce, dont les détails ne sont d'ailleurs pas définis entre Londres et Bruxelles, est donc scellé pour le meilleur ou pour le pire après quarante sept ans d'un mariage il est vrai, souvent houleux !

Du côté des « Brexiters », majoritairement ruraux et conservateurs, voire d'extrême droite, on se sent libéré du diktat et de la lourdeur technocratique des institutions européennes. On s'imagine même presque en eldorado pour investisseurs pratiquant le dumping fiscal aux portes de l'Europe. Du côté des « remainers », plutôt urbains et progressistes, et des Européens, on aurait plutôt tendance à manquer d'optimisme. Les premiers craignant la fin de la libre circulation et une facture économique et sociale bien plus lourde que prévu, et les seconds une contamination à d'autres pays de l'Union signant la fin des ambitions communautaires, voire la fin de l'UE tout court.

Techniquement parlant, ce 31 janvier aura été plus symbolique qu'autre chose, en tout cas jusqu'à la fin de l'année 2020, a minima. Les traités économiques signés entre l'UE et le Royaume-Uni, et ceux concernant la libre circulation des biens et des personnes notamment, restant valables tant que les négociations dites « post-Brexit » effectuées dans le cadre de la « période de transition » n'ont pas permis d'en conclure de nouveaux.

Le Premier Ministre anglais Boris Johnson, BoJo pour les médias, qui affirme que les choses seront « pliées » au 31 décembre 2020, fait preuve d'un rare optimiste lorsqu'on sait que le moindre traité entre l'Union et ses partenaires prend entre trois et sept ans avant ratification. Dès lors, et jusqu'à nouvel accord, le Royaume continuera à « subir » les injonctions de Bruxelles, sans avoir à cotiser c'est vrai (rappelons toutefois qu'il récupérait la quasi totalité de sa quote-part sous forme de subventions), mais sans avoir non plus son mot à dire, vu que les députés britanniques ont quitté le Parlement de Strasbourg et que les commissaires et autres conseillers de la Grande Ile ont dû rendre la clé de leur bureau à la Commission.

Par contre, le Royaume-Uni est « mécaniquement sorti des 600 accords internationaux passés par l'Union au nom de ses Etats membres » le 31 janvier, comme l'a précisé le chef des négociateurs européens, le Français Michel Barnier, et entend bien en profiter. Bojo a déjà fait savoir à l'allié américain qu'il souhaitait consolider les liens. Le Président Trump ayant pour sa part déclaré qu'un traité « amazing » serait bientôt signé. Idem avec Pékin, le Proche-Orient, le Canada, et, pour ce qui nous intéresse au premier chef, l'Afrique.

> « C'est donc à une opération de charme sans précédents que le Royaume-Uni se livre depuis bientôt deux ans avec l'Afrique »

Impulsé sous Teresa May, le renforcement des relations économiques avec le continent est donc plus que jamais à l'ordre du jour et le premier Sommet Royaume-Uni-Afrique des 20 et 21 janvier, à Londres, en fut certainement l'acte fondateur.
Londres a bien compris que sans la solidarité européenne – et la richesse et la puissance qui vont de pair avec elle –, elle va perdre beaucoup en pouvoir d'influence. Les associés d'hier se retrouvent en effet concurrents sur de nombreux terrains d'affaires et, en cas de « Brexit dur », c'est-à-dire sans que des accords de partenariats économiques gagnant-gagnant avec l'UE soient signés, il y a fort à parier que peu de pays hésiteront à se mettre à dos l'UE en préférant du « made in UK ».

C'est donc à une opération de charme sans précédents que le Royaume-Uni se livre depuis bientôt deux ans avec l'Afrique pour tenter de nouer de nouveaux partenariats d'affaires, et compenser une partie des points de PIB perdus sur le marché européen. Un des objectifs de Londres étant de le faire avant que les modalités du divorce avec l'UE soient ratifiées.
Opération d'autant plus délicate que l'ex-puissance coloniale n'a gardé que des relations lointaines avec la quasi totalité des pays africains. On se rappelle notamment qu'avant la tournée de Tereza May, en 2018, aucun Premier Ministre n'avait foulé le sol du continent depuis cinq ans, et depuis trente ans pour celui du Kenya, qui en fut la première étape.

Andrew Parsons/No10 Downing Street

Opération délicate donc, mais aussi ambitieuse, car Londres n'entend pas se contenter de renforcer ses alliances historiques avec les anglophones et lorgne avec un appétit à peine dissimulé vers l'Afrique francophone en général, et la RDC en particulier, dont les ressources en matières premières l'intéressent au plus haut point.

« Depuis 2018, comme le souligne Alex Vines, le directeur du Think Tank Chatham House, le gouvernement britannique a recruté plus de 400 hommes et femmes spécialisés dans des domaines aussi divers que le commerce international, la sécurité et l'économie du développement pour renforcer son réseau diplomatique africaniste. »

Mais l'avantage comparatif de Londres pour tenter de doubler les pays européens est sans conteste la « liberté retrouvée » face aux « normes et pesanteurs de l'Union » pour aller vers un commerce « agile » et donc plus efficace, comme le souligne l'économiste Jean-Joseph Boillot. Ce dernier rappelant également qu' « à peu près un tiers des grandes entreprises présentes en Afrique est d'origine britannique : BP, Shell, Barclays, Standard Life, Vodafone, pour ne citer que les plus connues. »

Toutefois, et d'après les observateurs, Londres a pêché lors du sommet en proposant de n'accorder que 65 millions au secteur technologique dont l'Afrique a aujourd'hui tant besoin. La promesse d'investissement globale, proche des 7,5 milliards, est en effet essentiellement destinée à l'extractif ou au secteur financier, or ce ratio dénonce à l'évidence une stratégie centrée sur de vieilles recettes dont l'Afrique ne veut plus.

Enfin, et osons le dire clairement, les Brexiters ont gagné leur bataille électorale en y imposant le thème central de la lutte contre l'immigration africaine notamment, dont l'Europe serait la première complice. Pourtant, renforcer les liens avec l'Afrique se fera difficilement sans une révision de la politique d'attribution des visas, restée l'une des plus strictes. Cet assouplissement, certes promis par Boris Johnson lors du Sommet est officiellement inscrit à l'agenda mais chacun sait que cette promesse est en totale opposition avec celles faites à l'électorat lors de la campagne du referendum.

Il va donc falloir choisir entre les électeurs et les intérêts du Royaume en Afrique, et peu doutent de l'option qui, in fine, sera actée. ■

Fabrice Lehoux

BREXIT, A NEW DAWN FOR UK/AFRICA RELATIONS?

Since 31 January, the Union Jack no longer flies in Brussels and Strasbourg. The promise of a "new dawn" made that same evening by the British Prime Minister, Boris Johnson, has finally seen the light of day. While it will take until 1 January 2021 for the divorce between the UK and the EU to be consummated, the trade agreements and other treaties, including those signed with African countries, which linked the British to the rest of the world via the EU have already obsolete and need to be renegotiated. Analysis.

On 31 January this year, three and a half years after the historic referendum in which the British voted in favour of "Brexit", the United Kingdom left the European Union. The divorce, the details of which have not been defined by London and Brussels, has been signed for better or worse after forty-seven years of an admittedly often stormy marriage!

If you are a "Brexiteer", mostly rural and conservative, sometimes even extreme right-wing, you feel free from the diktat and the technocratic heaviness of the European institutions. You even almost imagine an Eldorado for investors practising fiscal dumping at the gates of Europe. As for the rather urban and progressive "Remainers", and the Europeans, you are less likely to be optimistic. The Brexiteers fear the end of free movement and a much heavier economic and social bill than expected, and the Remainers fear alienating other EU member states, heralding the end of community ambitions, or even the end of the EU for that matter.

Technically speaking, this 31 January will be more symbolic than anything else, at least until the end of the 2020. The economic treaties signed between the EU and the United Kingdom, and those concerning the free movement of goods and people in particular, remain valid as long as the so-called "post-Brexit" negotiations carried out within the framework of the "transition period" have not led to the conclusion of new ones.

British Prime Minister Boris Johnson, BoJo for the media, who claims that things will be "done and dusted" by 31 December 2020, is showing rare optimism when we know that any treaty between the Union and its partners takes between three and seven years to be ratified. From then on, and until further agreement, the United Kingdom will continue to "be subject to" the orders of Brussels, without having to contribute, it is true (it should be remembered, however, that it recovered almost all of its share in the form of subsidies), but without having a say either, given that the British Members of Parliament have left the Parliament in Strasbourg and that the Commissioners and other councillors of the Big Island have had to return the key to their offices to the Commission.

However, the UK "mechanically left the 600 international agreements concluded by the Union on behalf of its Member States" on 31 January`, as the head of the European negotiating team, Frenchman Michel Barnier, said, and intends to take advantage of this. Bojo has already informed his American allies that he hopes to strengthen ties. President Trump, for his part, said that an "amazing" treaty would soon be signed. The same goes for Beijing, the Middle East, Canada, and, as far as we are concerned, Africa.

Boosted under Teresa May, the strengthening of economic relations with the continent is therefore on the agenda more than ever and the first UK-Africa Summit on 20 and 21 January in London was certainly the founding act.

It is therefore an unprecedentedly charm offensive that the United Kingdom has been engaged in for nearly two years with Africa in an attempt to establish new business partnerships and to make up for

"It is therefore an unprecedentedly charm offensive that the United Kingdom has been engaged in for nearly two years with Africa"

some of the GDP points lost in the European market. One of London's objectives is to do so before the terms of the divorce with the EU are ratified.

This operation is all the more delicate as the former colonial power has only maintained distant relations with almost all African countries. It should be remembered in particular that before Teresa May's tour in 2018, no Prime Minister had set foot on the continent's soil for five years, and for thirty years in the case of Kenya, which was the first step.
It is a delicate operation, therefore, but also an ambitious one, because London does not intend to be content with strengthening its historic alliances with English-speaking countries and is looking with barely concealed appetite towards French-speaking Africa in general, and the DRC in particular, whose resources in raw materials are of the greatest interest to it.

"Since 2018, as Alex Vines, the director of Think Tank Chatham House, points out, the British government has recruited more than 400 men and women specialising in fields as diverse as international trade, security and development economics to strengthen its Africanist diplomatic network. »

But London's comparative advantage in trying to overtake the European countries is undoubtedly the "regained freedom" in the face of the "standards and burdens of the Union" in order to move towards "agile" and therefore more efficient trade, as economist Jean-Joseph Boillot points out. The latter also recalled that "about a third of the large companies present in Africa are of British origin: BP, Shell, Barclays, Standard Life, Vodafone, to name only the best known. »

London has realised that without European solidarity - and the wealth and power that goes with it - it will lose a great deal of influence. Yesterday's partners find themselves competitors in many business fields and, in the event of a "hard brexit", i.e. without win-win economic partnership agreements with the EU being signed, there is a good chance that few countries will hesitate to alienate the EU by preferring "made in the UK".

However, and according to observers, London fooled the summit by proposing to allocate only $65 million to the technology sector that Africa so badly needs today. The global investment pledge, close to $7.5 billion, is indeed mainly for the extractive or financial sector, and this ratio clearly denounces a strategy centred on old revenues that Africa no longer wants.

Finally, and let us dare to say it clearly, the Brexiters have won their electoral battle by imposing on it the central theme of the fight against African immigration in particular, which they argue Europe is directly complicit in. It will be difficult, however, to strengthen ties with Africa without reviewing visa policy, which remains one of the strictest. This easing of visa requirements, promised by Boris Johnson at the Summit, is officially on the agenda, but everyone knows that this promise is in total opposition to the promises made to the electorate during the referendum campaign.
We will therefore have to choose between voters and interests of the UK in Africa, and few doubt which option will ultimately be taken.■

Fabrice Lehoux

TED^{x} BOULEVARDM'SIRI

C'est autour de la thématique « Sous le ciel bleu de Lubumbashi », que neuf orateurs ont présenté leur TED-X devant 580 spectateurs sous le chapiteau du Pullman Grand Karavia le 01 Février dernier.

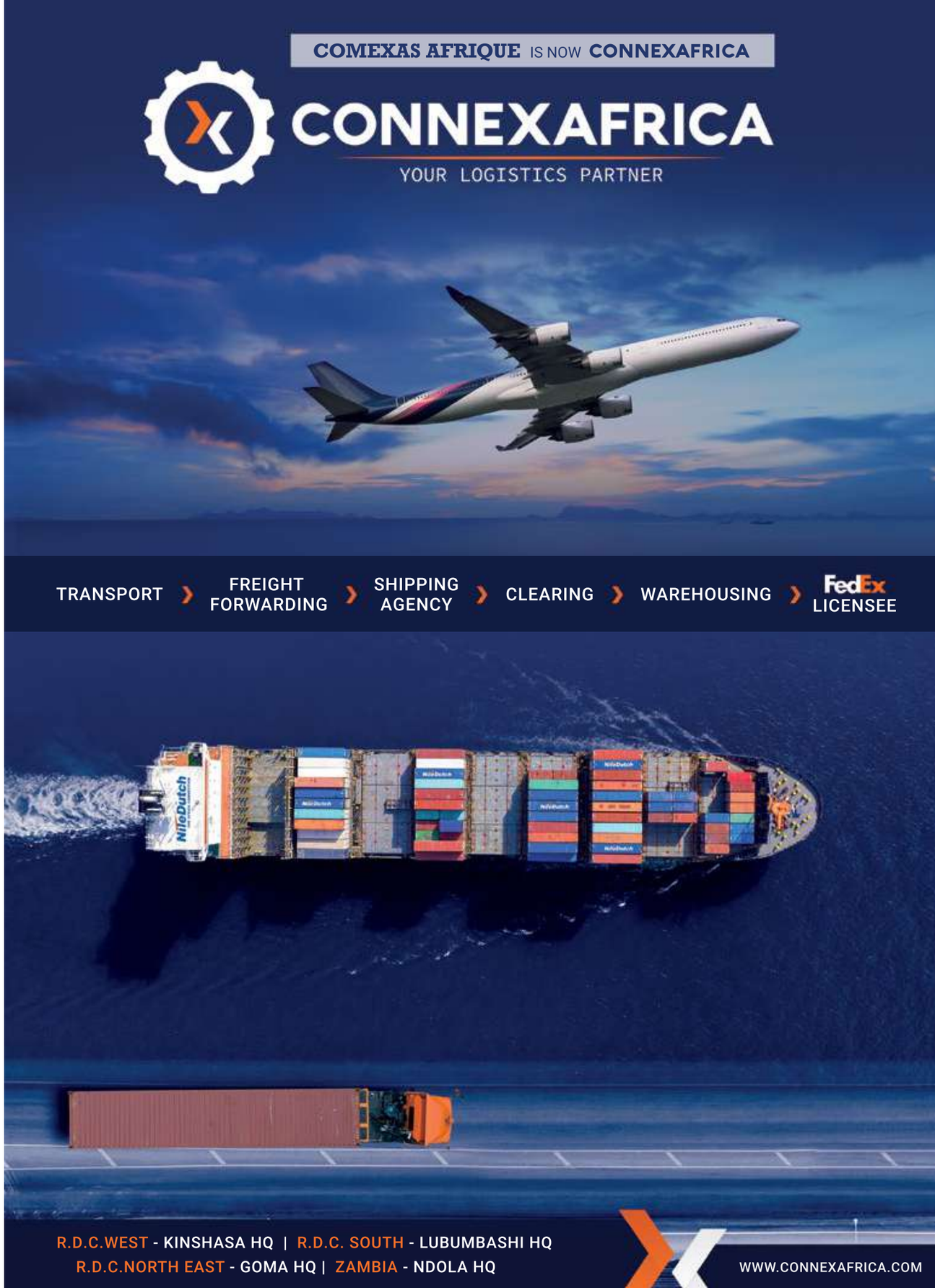
TED est une plateforme américaine existant depuis plus de 30 ans aux Etats-Unis et utilisant les orateurs comme moteur de changement par le partage des idées parmi lesquels Bill Gates, Simon Sinek et bien d'autres.

Cette première édition de TED^{x} BoulevardM'siri, organisée par ZX CONNECT et largement appuyée par les sponsors, aura donc permis à neuf orateurs (Professeur d'université, Entrepreneurs et cadres de société) de disserter pendant environ 15 minutes, seul sur scène, autour d'un sujet philosophique liant la société et l'intime. . ■

It is around the theme "Under the blue sky of Lubumbashi", that nine speakers presented their TED-X in front of 580 spectators under the tent of the Pullman Grand Karavia on February 1st.

TED is an American platform that has existed in the United States for more than 30 years and uses speakers as a driving force for change through the sharing of ideas including Bill Gates, Simon Sinek and many others.

This first edition of TED^{x} BoulevardM'siri, organized by ZX CONNECT and widely supported by the sponsors, will have allowed nine speakers (University Professor, Entrepreneurs and company executives) to discuss for about 15 minutes, alone on stage, around a philosophical topic linking society and intimacy. ■



COMEXAS AFRIQUE DEVIENT CONNEXAFRICA

PRÉSENT À MINING INDABA, MAÎTRE FANON BEYA, L'UN DES GÉRANTS DE LA SOCIÉTÉ CONNEXAFRICA, A ACCORDÉ UN ENTRETIEN À M&B

Comment l'entreprise a-t-elle évolué et pourquoi ce changement de marque ?
Après avoir consolidé sa position de leader dans le domaine de la logistique en RDC pendant plus de six décennies, Comexas Afrique se transforme. Ce rebranding en ConnexAfrica marque une nouvelle étape pour notre société.
La raison majeure de changement de dénomination sociale est le besoin de marquer une rupture d'avec notre précédente affiliation au groupe Comexas après un rachat par la direction en 2011. Le maintien du nom avait provoqué une certaine confusion sur le marché quant à notre véritable identité. Ce changement de dénomination est une occasion de marquer clairement notre position et de fixer nos objectifs, nos valeurs avec le nouveau chapitre de l'histoire de l'entreprise.

> « Ce changement de dénomination est une occasion de marquer clairement notre position et de fixer nos objectifs, nos valeurs avec le nouveau chapitre de l'histoire de l'entreprise. »

Depuis le début de l'entreprise en 1953, Comexas Afrique, maintenant ConnexAfrica, a poursuivi sa croissance et son expansion commerciale en élargissant sa gamme de services et sa portée à travers le pays et le monde. Partant de Kinshasa et du port de Matadi dans les années 1950 puis la région du Katanga en 2006, nous comptons maintenant 26 succursales réparties dans trois régions du pays avec une équipe d'environ 500 agents.

Quel est le cœur de métier de ConnexAfrica ?
ConnexAfrica est spécialisée dans la logistique, offrant à ses clients des solutions dans le transport de fret, le dédouanement, l'entreposage.
Au cours des six dernières années, l'entreprise a investi massivement dans l'achat et le développement de divers actifs. L'entreposage est un domaine qui a connu une croissance importante. Nous avons été la première entreprise en RDC à établir un entrepôt sous douane, avec un bureau de douane entièrement indépendant sur place.

Vous avez récemment investi à Kolwesi ?
Dans le cadre de ces investissements et en tenant compte des besoins de nos clients miniers, la construction de notre centre logistique à Kolwezi fournira une zone entièrement sécurisée de 9,5 hectares avec des bureaux de douane sur place. Ces développements sont conformes à nos objectifs pour l'avenir de l'entreprise, car nous sommes déterminés à devenir fournisseurs de solutions logistiques à «guichet unique».

Quels sont les avantages concurrentiels de ConnexAfrica pour répondre aux besoins des sociétés minières en RDC où la logistique présente souvent des défis uniques ?
Au cœur de ConnexAfrica se trouve une équipe de professionnels chevronnés avec une motivation particulière pour fournir les meilleures solutions à sa clientèle.

Une autre partie de nos investissements s'est concentrée sur nos systèmes informatiques développés en interne. En raison des exigences et des processus réglementaires douaniers uniques en RDC, nous avons créé notre propre plateforme pour nous donner la flexibilité nécessaire pour mieux suivre les changements constants et les besoins spécifiques de nos clients. Nous avons conçu ce système pour détecter toute divergence dans les documents clients au stade de la préalerte. Cette détection précoce permet d'éviter toute erreur potentiellement coûteuse.

ConnexAfrica s'engage aussi à maintenir communication claire et constante avec son client.

Quels sont les défis les plus courants auxquels vos clients sont confrontés et comment ConnexAfrica peut-il les aider ?
Avant l'implantation du nouveau parking au poste frontalier de Kasumbalesa, les retards étaient un problème récurrent. Un autre défi est celui de réduire les probabilités de subir des sanctions des autorités douanières pour toute erreur commise lors du processus de dédouanement. ConnexAfrica consacre une énergie considérable pour garantir le bon déroulement du processus douanier et éviter des erreurs souvent coûteuses pour le client.

Quels sont les principaux objectifs de ConnexAfrica ?
L'objectif principal de ConnexAfrica est d'étendre ses capacités de service. Même si nos opérations restent concentrées en RDC, nous voulons étendre notre présence dans d'autres pays. Cela nous donnera l'occasion d'avoir un meilleur contrôle sur les couloirs qui alimentent la RDC. Les opérations en Zambie ont déjà commencé et montrent des résultats positifs.
Nous continuerons également à développer nos capacités d'entreposage et à investir dans la diversification de nos opérations afin de contrôler tous les aspects de l'ensemble de la chaîne logistique et d'offrir à nos clients une solution globale. ■

LES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ COÛTENT 10 MILLIARDS USD PAR AN À L'ÉCONOMIE CONGOLAISE !

Une commande ratée, un réseau à l'arrêt, une cathode cassée invendable, une facture non imprimée, du manioc impossible à moudre, toutes les petites et moyennes entreprises (PME) congolaises en sont victimes. Des remèdes durables existent pourtant. Certaines structures l'ont bien compris. Décryptage.

Les fourmis

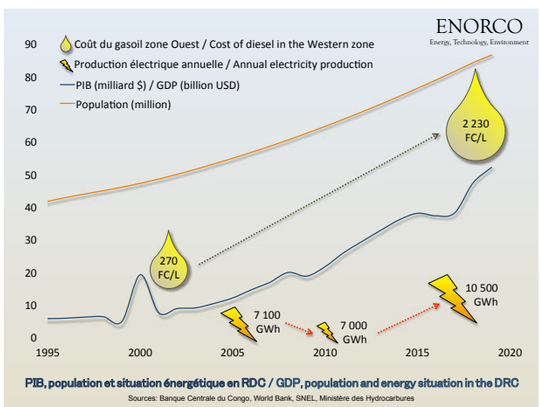
Sur le plan économique, quand on entend République Démocratique du Congo (RDC), on pense multinationales minières. Pourtant, la Banque Mondiale et la Banque Centrale du Congo indiquent que les bénéfices tirés de ce secteur représentent environ 15% seulement du produit intérieur brut (PIB) du pays. Par ailleurs, une étude du Bureau International du Travail reprenant les travaux d'une équipe menée par Meghana Ayyagari rapporte que les PME (formelles et informelles) pèsent 60 à 70% du PIB. Cela se sent intuitivement en RDC lorsqu'on observe le poids de la sous-traitance, du secteur des services et celui de l'informel. Les PME sont donc les véritables fourmis bâtisseuses de l'économie nationale. Une analyse de l'impact des coupures d'électricité suppose donc de mesurer leur incidence sur ces chevilles ouvrières du pays.

Denrée rare mais indispensable

Si l'on devait établir la pyramide de Maslow des petites et moyennes entreprises en RDC, il est fort probable que sa base serait l'électricité. Denrée rare mais indispensable, les indicateurs nationaux la concernant sont connus : 9% d'accès à l'électricité sur l'ensemble du territoire et 1% en zone rurale. Ces chiffres sont le corollaire d'autres. Jusqu'à la mise en service des 150 mégawatts (MW) de la centrale de Zongo II en 2017, aucune unité de production nouvelle n'avait été installée sur le réseau en près de 40 ans. Dans le même intervalle, la population du pays a été multipliée par 3 et l'activité économique, mesurée par le PIB, par 6. Plus de personnes à alimenter en électricité, des attentes et un niveau de vie en hausse et une activité économique plus importante ont mené à un résultat sans appel : l'insuffisance du courant, en quantité et en qualité. Aujourd'hui, la capacité totale installée navigue autour des 2 500 MW. Une portion de ce chiffre seulement est effectivement disponible mais elle sera complétée par de nouveaux projets dont les barrages de Busanga pour lequel les travaux sont bien engagés.

Délestages, groupes et coûts

Le développement de l'activité économique en RDC s'est traduit par une poussée vers une forme de décentralisation. C'est ainsi que des commerces, des agences de banques ou des opérateurs de téléphonie mobile sont implantés en zone rurale parfois sans être connectés au réseau électrique. Pour les villes ou pour les zones ayant un tissu d'entreprises alimentées par la SNEL, le défi se manifeste en trois syllabes : dé-les-tages. Dans les deux cas, pour palier au manque d'électricité, les opérateurs ont notamment recours aux groupes électrogènes. C'est une solution coûteuse et polluante. Prenons le cas d'un petit bureau de banque dans un quartier populaire urbain. Pour une puissance nécessaire de 20 kVA, ce coût se chiffre à environ 20 000 $ par an (amortissement de l'achat initial, dépenses en carburant et entretien). Le prix moyen du carburant en RDC ayant augmenté de 13% par an en moyenne depuis 2001 (il a été multiplié par 8), il va sans dire que recourir aux groupes électrogènes est par nature de plus en plus cher, et ce coût se répercute sur le consommateur final. Au bilan comptable, il faut rajouter la facture environnementale. Un tel dispositif émet environ 25 tonnes de CO_2 par an, soit la pollution annuelle totale de 15 véhicules particuliers.



PIB, population et situation énergétique en RDC / GDP, population and energy situation in the DRC
Sources: Banque Centrale du Congo, World Bank, SNEL, Ministère des Hydrocarbures

Des solutions économiques et durables

Le tableau décrit précédemment n'est heureusement pas une fatalité. Les opérateurs économiques peuvent réduire considérablement l'impact environnemental et financier de l'instabilité ou de l'indisponibilité du courant électrique. Différentes options sont possibles en fonction des configurations et des capacités financières. Pour les zones non reliées au réseau électrique, des technologies de génération d'énergie renouvelable telles que les hydroliennes, les panneaux solaires ou les éoliennes sont envisageables. Dans les zones connectées au réseau, des modules hybrides dit « back-up » peuvent être mis en oeuvre avec des batteries. C'est le dispositif qu'a retenu la structure mentionnée précédemment. Il n'émet pas de CO_2 et son coût d'opération annuel est nul. Une installation de 20kVA permet de gagner près de 1 500 USD par mois et l'initiative est sur le point d'être mise en œuvre sur l'ensemble du réseau d'agence. De manière générale, lorsque les réductions d'émissions de gaz à effet de serre sont substantielles, le recours à ces solutions vertes peut permettre aux entreprises d'obtenir des crédits-carbone commercialisables sur les marchés internationaux et ainsi bénéficier de revenus supplémentaires. C'est une manière pour elles de plonger pleinement dans la transition énergétique. ■

Stéphane Lumueno, gérant d'Energy Origination Company SARL (Enorco)

Enorco est une société écoresponsable opérant dans le domaine de la transition énergétique en apportant son expertise d'ingénierie à la réalisation de projets innovants, de la conception à l'exécution en passant par la production d'études.

ENORCO
Energy, Technology, Environment

POWER CUTS COST THE CONGOLESE ECONOMY $10 BILLION A YEAR!

A failed order, a network at a standstill, an unsaleable broken cathode, an unprinted bill, cassava that is impossible to grind, all Congolese small and medium-sized enterprises (SMEs) are victims. But there are lasting remedies. Some structures have understood this. Deciphering.

Ants

Economically, when we hear Democratic Republic of Congo (DRC), we think multinational mining companies. However, the World Bank and the Central Bank of Congo indicate that the profits from this sector represent only about 15% of the country's gross domestic product (GDP). Moreover, a study by the International Labour Office, based on the work of a team led by Meghana Ayyagari, reports that SMEs (formal and informal) account for 60 to 70% of GDP. This can be intuitively felt in the DRC when we look at the weight of subcontracting, the service sector and the informal sector. SMEs are therefore the real building ants of the national economy. An analysis of the impact of the power cuts therefore implies measuring their impact on the country's work pegs.

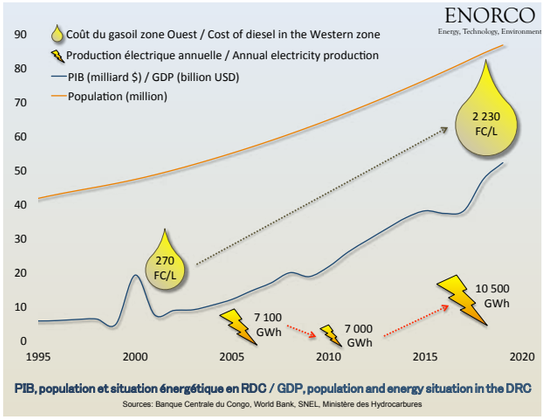
A rare but indispensable commodity

If Maslow's pyramid of small and medium-sized enterprises in the DRC were to be established, its base would most likely be electricity. A rare but indispensable commodity,

> “ 9% access to electricity throughout the territory and 1% in rural areas. ”

the national indicators concerning it are known: 9% access to electricity throughout the territory and 1% in rural areas. These figures are the corollary of others. Until the commissioning of the 150 megawatts (MW) Zongo II power plant in 2017, no new generating unit had been installed on the grid in nearly 40 years. In the same period, the country's population increased threefold and economic activity, as measured by GDP, increased sixfold. More people to be supplied with electricity, rising expectations and standards of living, and greater economic activity have led to a stark result: insufficient power, both in quantity and quality. Today, the total installed capacity is around 2,500 MW.

Only a portion of this figure is actually available, but it will be supplemented by new projects, including the Busanga dams, for which work is well underway.



PIB, population et situation énergétique en RDC / GDP, population and energy situation in the DRC

Sources: Banque Centrale du Congo, World Bank, SNEL, Ministère des Hydrocarbures

Load shedding, units and costs

The development of economic activity in the DRC has led to a push towards a form of decentralization. Thus, shops, bank branches or mobile phone operators are established in rural areas, sometimes without being connected to the electricity grid. For cities or for areas with a business fabric supplied by the SNEL, the challenge manifests itself in three syllables: de-listing. In both cases, to compensate for the lack of electricity, the operators use generators. This is a costly and polluting solution. Let's take the case of a small bank office in a popular urban neighbourhood. For a power requirement of 20 kVA, the cost is about $20,000 per year (amortization of the initial purchase, fuel and maintenance expenses). As the average price of fuel in the DRC has increased by 13% per year on average since 2001 (it has increased by a factor of 8), it goes without saying that using generators is by nature increasingly expensive, and this cost is passed on to the end consumer. To the balance sheet, the environmental bill must be added. Such a device emits about 25 tonnes of CO_2 per year, which is the total annual pollution of 15 private vehicles.

Economical and sustainable solution

Fortunately, the table described above is not a fatality. Economic operators can considerably reduce the environmental and financial impact of the instability or unavailability of electricity. Different options are possible depending on configurations and financial capacities. For areas not connected to the electricity grid, renewable energy generation technologies such as tidal turbines, solar panels or wind turbines are possible. In areas connected to the grid, hybrid modules called "back-up" modules can be implemented via batteries. This is the system adopted by the above-mentioned structure. It does not emit CO_2 and its annual operating cost is zero. A 20kVA installation makes it possible to save nearly USD 1,500 per month and the initiative is about to be implemented throughout the entire branch network. In absolute terms, where greenhouse gas emission reductions are substantial, the use of these green solutions can enable companies to obtain carbon credits that can be traded on international markets and thus benefit from additional revenues. It is a way for them to surf the waves to their full potential.■

Stéphane Lumueno, Manager of Energy Origination Company SARL (Enorco)

Enorco is an eco-responsible company operating in the field of energy transition by using its engineering expertise to drive innovative projects, from design to execution and study production.

ENORCO
Energy, Technology, Environment

www.drcminingweek.com

DRC MINING WEEK EXPO & CONFERENCE

Le rendez-vous annuel des acteurs et dirigeants de l'industrie minière en RDC

A quoi s'attendre en 2020?

80+ Entreprises minières et d'exploration

230+ Sponsors & exposants

60% Participation internationale

1500+ Cadres miniers

5300+ Participants

6+ Pavillons internationaux

AUGMENTEZ VOTRE VISIBILITÉ ET IMAGE DE MARQUE DANS LA COPPERBELT OÙ LES TRANSACTIONS COMMERCIALES SE CONCLUENT

Contact:
jeantite.oloumoussie@spintelligent.com
T: +27 (0) 21 700 3508
benjamin.weinheimer@spintelligent.com
T: +27 (0) 21 700 3515
kudawashe.tsingano@spintelligent.com
T: +27 (0) 21 700 3588

17 - 19 Juin 2020
Hôtel Pullman Grand Karavia, Lubumbashi, RDC

Soutien Officiel:
MINISTRY OF MINES
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU KATANGA
MINISTERE DES MINES ET AFFAIRES FONCIERES

Partenaire Officiel
FEC

LOI DE FINANCES 2020 : QUELLES MESURES IMPACTENT LES ACTEURS DU SECTEUR MINIER ?

Le 31 décembre 2019, le Chef de l'Etat a promulgué la Loi de Finances 2020, approuvant ainsi le budget arrêté pour l'année 2020. Le budget, évalué à environ 10 milliards de dollars américains, avec un taux d'accroissement de 63,2% par rapport à l'exercice 2019.

La loi de Finances est entrée en vigueur le 1er janvier 2020. Quels en sont les principaux impacts pour les acteurs du secteur minier en RDC ?

Une nouvelle obligation pour le receveur du bureau des douanes en matière de procédure douanière sur le recouvrement

Jusqu'à la publication de la loi, l'article 325 de l'Ordonnance-loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes n'autorisait le receveur du bureau de douane à intervenir que dans le cadre du recouvrement forcé en émettant l'avis à tiers détenteur afin d'assurer le recouvrement de l'encaissement des droits et taxes.

Dans le cadre de la nouvelle loi, le pouvoir du receveur du bureau de douane est élargi dès lors que ce dernier est désormais tenu d'émettre dans les trois jours à dater de la liquidation des droits et taxes, un avis de mise en recouvrement à l'encontre du déclarant avant tout recouvrement forcé.

Modification du barème progressif annuel de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR)

Le taux de la première tranche de revenus servant au calcul de l'I.P.R. est élargi (passant de 0% à 3%). Les taux d'impositions à l'I.P.R. sont désormais de :

- 3% pour la tranche de revenus de 0,00 FC à 1.944.000,00 FC
- 15% pour la tranche de revenus de 1.944.001,00 FC à 21.600.000,00 FC
- 30% pour la tranche de revenus de 21.600.001,00 FC à 43.200.000,00 FC
- 40% pour les revenus supérieurs à 43.200.000,00

Introduction d'un nouveau mode de paiement des acomptes provisionnels

Sous la loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes provisionnels de l'I.B.P. : « Impôt sur les Bénéfices et profits »., les acomptes (1er et 2ème) représentaient chacun 40% de l'impôt déclaré au titre de l'exercice précédent et étaient respectivement versés avant le 1er août et avant le 1er décembre de la réalisation des revenus imposable. Le solde de cet impôt (20%) devant être versé au moment de la déclaration I.B.P.

La loi des finances pour l'exercice 2020 modifie non seulement le nombre d'acomptes, le taux applicable mais aussi son délai de perception.

> « Désormais, il y a quatre acomptes provisionnels représentant chacun 20% de l'impôt déclaré »

Désormais, il y a quatre (4) acomptes provisionnels qui représentent chacun 20% de l'impôt déclaré au titre de l'exercice précédent et seront respectivement versés avant le 1er juin, avant le 1er août, avant le 1er octobre et avant le 1er décembre de l'année de réalisation des revenus imposables.
Le solde (20%) doit toujours être versé au moment de la déclaration I.B.P.

PRIX DE TRANSFERT

Introduction des APA dans le cadre des prix de transfert

Cette nouvelle disposition permet aux sociétés établies en RDC qui sont sous la dépendance, de droit ou de fait, d'entreprises ou groupes d'entreprises situé à l'étranger avec qui elles réalisent des transactions de toute nature de conclure au préalable par écrit avec l'Administration des Impôts un accord préalable sur la méthode de détermination des prix des transactions intragroupes pour une durée ne dépassant pas quatre exercice ».

Cette possibilité (et non une obligation) devrait permettre de sécuriser les prix de transfert jusqu'à 4 exercices et éviter leur remise en cause lors d'un contrôle fiscal de

Institution d'amendes dans le cadre des obligations déclaratives

Le défaut d'annexes à la déclaration de l'impôt professionnel sur les rémunérations afférentes au dernier mois de l'année est sanctionné par une amende de :

- 1.000.000 de Francs congolais pour l'état récapitulatif de tous les éléments imposables de l'exercice ;
- 500.000 de Francs congolais pour le relevé nominatif des fiches individuelles ;
- 25.000 de Francs congolais pour chaque fiche individuelle. »

Par ailleurs, il est sanctionné d'amendes ci-après, le défaut de souscription de déclaration dans le délai :

- 200.000 de Francs congolais pour les déclarations d'un contribuable exonéré ou réalisant des opérations exonérées et pour les déclarations avec mention « Néant » ;
- 1.500.000 de Francs congolais pour la déclaration créditrice de l'impôt sur les bénéfices et profits, en cas de régularisation après mise en demeure de déclarer ;

500.000 de Francs congolais par jour de retard pour déclaration comportant une documentation allégée sur le prix de transfert.

PARAFISCALITÉ

Environnement

Sous l'Ordonnance-loi n° 18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central les faits générateurs de la taxe d'implantation sur les installations classées catégorie Ia étaient les suivants :

l'implantation, la modification ou la cession d'une installation classée ;
- le transfert de l'installation classée dans un endroit autre que celui déterminé dans le permis d'exploitation.

Cependant, avec la nouvelle loi des finances, les faits générateurs ci-après ont été ajoutés :

- le changement de dénomination sociale ;
- l'ajout à l'exploitation d'origine d'une nouvelle activité soumise à l'un ou l'autre régime ;
- le torchage de l'air.

Nos conseils se tiennent à votre disposition pour vous apporter toute assistance.

Lia Loumingou
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Senior Manager
Lubumbashi | République Démocratique du Congo
lia.loumingou@pwc.com
+243 999 309 902

Orion Lufimpu
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Senior Associate
Lubumbashi | République Démocratique du Congo
o.lufimpu@pwc.com
+243 999 309 902

FINANCE LAW 2020: WHAT MEASURES IMPACT THE ACTORS OF THE MINING SECTOR?

On December 31, 2019, the Head of State promulgated the 2020 Finance Law, thereby approving the budget adopted for the year 2020. The budget, estimated at around 10 billion US dollars, with a growth rate of 63, 2% compared to the 2019 financial year.

The Finance Law entered into force on January 1st, 2020. What are the main impacts for the actors of the mining sector in the DRC?

A new requirement for the collector of the customs office regarding the customs procedure on recovery

Until the law is published, the article 325 of Ordinance-law n° 10/002 of 20 August 2010 authorized the collector of the customs office to intervene only in the context of enforced recovery by issuing the third-party notification in order to ensure recovery of the collection of duties and taxes.

Under the new law, the power of the custom office collector is extended as soon as the customs office is now required to issue, within three days from the date of payment of duties and taxes, a recovery notice against the registrant before any forced recovery.

The change of annual progressive scale (PIT)

The rate of the first income bracket used to calculate the P.I.T is expanded. For this purpose, the rates of taxation at P.I.T are now:

- 3% for earnings from CDF 0 to CDF 1,944,000;
- 15% for earning from CDF 1,944,001 to CDF 21,600,000;
- 30% for earnings from CDF 21,600,001 to CDF 43,200,000;
- 40% for earnings exceeding CDF 43,200,000.

Introduction of the new payment method for CIT instalments

Under the law n ° 006/03 of March 13, 2003 fixing the methods of calculation and collection of the CIT installments: "Tax on Profits", The instalments (1st and 2nd) each represented 40% of the tax declared for the previous year and were respectively paid before August 1 and before 1st December of the year in which taxable income is realized. The remaining tax balance (20%) was to be paid at the time of the CIT filing.

The Finances law for the FY2020 amends not only the number of installments, the applicable rate but also the deadline of its collection.

From now, there are four (4) installments with each representing 20% of the tax declared for the previous fiscal year and which are to be respectively paid before June 1st, before August 1st, before October 1st and before 1st, December of the year in which taxable income is realized. The remaining tax balance (20%) is to be paid at the time of the CIT filing.

TRANSFER PRICING

Introduction of APAs as part of transfer pricing

This new provision allows companies established in the DRC which are under dependence, de jure or de facto, of companies or groups of companies located abroad with whom they carry out transactions of all kinds to conclude beforehand in writing with the Tax Administration a prior agreement on the method for determining the prices of intra-group transactions for a period not exceeding four years.

This possibility should make it possible to secure transfer pricing for up to four years and avoid their being called into question during a tax audit of the administration.

Creation of fines in the declarative framework

"The lack of annexes to the PIT return related to the last month of the year is sanctioned by a fine following:

1,000,000.00 Congolese Francs for the summary statement of all taxable items of the year;
• 500,000.00 Congolese Francs for the nominative registration of individual form;
• W25,000.00 Congolese Francs for each individual form".

Furthermore, it is sanctioned with fines hereafter, the failure to file a return within the deadline:

• 200,000.00 Congolese Francs for returns of an exempt taxpayer or the carrying out of the exempted transactions and for returns with mention "Nil";
• 1,500,000.00 Congolese Francs for the CIT creditor return, in case of regularization after formal notice to declare;
• 500.000,00 Congolese Francs per day of delay for return containing a lighter documentation on the transfer price.

PARAFISCALITÉ

Environment

Under Ordinance-law n° 18/003 of 13 March 2018 establishing the nomenclature of duties, taxes and royalties of the Central Power: the taxable events of the implemental tax on classified installations of category Ia were as follows:

• the establishment, modification or transfer of a classified installation;
• the transfer of the classified facility to a location other than that specified in the operating license.

However, with the new Finance law, the following taxable events have been added:

• Change of corporate name;
• The adding to the original operation of a new activity subject to one or the other regime;

• The flaring of the air.

Our advisors are at your disposal to provide you with any assistance.

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Laurent Pommera
PwC | Francophone Africa Tax and Legal Leader
Partner - Attorney at Law -
Lubumbashi | Democratic Republic of Congo
laurent.pommera@pwc.com+243 817 659 215

Lia Loumingou
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Senior Manager
Lubumbashi | Democratic Republic of Congo
lia.loumingou@pwc.com

Orion Lufimpu
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Senior Associate
Lubumbashi | Democratic Republic of Congo
o.lufimpu@pwc.com
+243 850 165 162

« cette déclaration d'un porte-parole de la société espagnole repousse encore à une date inconnue les débuts de la construction d'Inga III. »

ENERGIE: UNE SOCIÉTÉ ESPAGNOLE SE RETIRE DU PROJET INGA III

■ Un des membres d'un consortium sino-espagnol, choisi par l'ex-président Joseph Kabila pour la réalisation du projet du barrage d'Inga III, vient de jeter l'éponge. "Le groupe ACS ne participera pas à l'exécution du projet d'Inga." Rendue publique en Janvier, cette déclaration d'un porte-parole de la société espagnole repousse encore à une date inconnue les débuts de la construction d'Inga III. Le mois dernier, le président congolais, Félix Tshisekedi avait revu à la baisse la capacité projetée de la centrale hydroélectrique en devenir, pour l'agrandir ensuite dans le temps. La société espagnole n'a pas fourni d'explication pour sa décision de se retirer du projet, mais le consortium sino-espagnol dit que commencer par le barrage de 4 800 MW n'est pas économiquement viable.

ENERGY: SPANISH COMPANY WITHDRAWS FROM INGA III PROJECT

■ One of the members of a Sino-Spanish consortium, chosen by former president Joseph Kabila to carry out the Inga III dam project, has just thrown in the towel. "The ACS group will not participate in the execution of the Inga project." Released in January, this statement by a spokesman for the Spanish company postpones the start of construction of Inga III to an unknown date. Last month, Congolese President Felix Tshisekedi had revised the projected capacity of the hydroelectric power station to be built, and then expanded it over time. The Spanish company has not provided an explanation for its decision to withdraw from the project, but the Sino-Spanish consortium says that starting with the 4,800 MW dam is not economically viable.

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL : À DAVOS, FÉLIX TSHISEKEDI INSISTE SUR LA NÉCESSITÉ D'ENCOURAGER LES INVESTISSEURS AFRICAINS À REVENIR EN RDC

■ La journée de jeudi 23 janvier 2020 au Forum Économique Mondial de Davos (Suisse) a été consacrée à l'Afrique. Selon la presse présidentielle, le chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a estimé qu'il faut lutter contre le chômage des jeunes en créant des emplois-jeunes et encourager des investisseurs africains à revenir en République Démocratique du Congo. (7sur7.cd)

WORLD ECONOMIC FORUM: IN DAVOS, FÉLIX TSHISEKEDI INSISTS ON THE NEED TO ENCOURAGE AFRICAN INVESTORS TO RETURN TO THE DRC

■ Thursday, 23 January 2020 at the World Economic Forum in Davos (Switzerland) was devoted to Africa. According to the presidential press, the Head of State, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo said that it is necessary to fight youth unemployment by creating youth jobs and encourage African investors to return to the Democratic Republic of Congo. (7sur7.cd)

RAPPORT DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL : LA RDC CLASSÉE 168E SUR 180 PAYS DANS L'INDICE DE PERCEPTION DE CORRUPTION

■ Aucune avancée significative durant les trois dernières années et le pays continue à stagner au bas de l'échelle du classement, note Transparency International. La LICOCO souligne que ces mauvais résultats ont une conséquence directe sur la frilosité des les investisseurs.

Source Radio Okapi

TRANSPARENCY INTERNATIONAL REPORT: DRC RANKED 168TH OUT OF 180 COUNTRIES IN CORRUPTION PERCEPTIONS INDEX

■ No significant progress has been made in the last three years and the country continues to stagnate at the bottom of the ranking, Transparency International notes. ICOL points out that these poor results have a direct impact on investors' reluctance to invest.

« Jean-Christophe Carret, World Bank Country Director for the Democratic Republic of Congo, the Republic of Congo, the Central African Republic and Burundi, explained the content of the USD 1 billion project during a press conference »

RAPPORT DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL : LA RDC CLASSÉE 168E SUR 180 PAYS DANS L'INDICE DE PERCEPTION DE CORRUPTION

■ Aucune avancée significative durant les trois dernières années et le pays continue à stagner au bas de l'échelle du classement, note Transparency International. La LICOCO souligne que ces mauvais résultats ont une conséquence directe sur la frilosité des les investisseurs.

Source Radio Okapi

TRANSPARENCY INTERNATIONAL REPORT: DRC RANKED 168TH OUT OF 180 COUNTRIES IN CORRUPTION PERCEPTIONS INDEX

■ No significant progress has been made in the last three years and the country continues to stagnate at the bottom of the ranking, Transparency International notes. ICOL points out that these poor results have a direct impact on investors' reluctance to invest.

FREE EDUCATION: THE WORLD BANK IS WORKING ON IT

■ The emergency project on equity and the strengthening of the education system is at the heart of exchanges between a World Bank delegation and Prime Minister Sylvestre Ilunga. Jean-Christophe Carret, World Bank Country Director for the Democratic Republic of Congo, the Republic of Congo, the Central African Republic and Burundi, explained the content of the USD 1 billion project during a press conference on Monday 20 January in Kinshasa.

Source Actualité.cd

GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT : LA BANQUE MONDIALE S'ACTIVE

■ Le projet d'urgence sur l'équité et le renforcement du système éducatif est au cœur des échanges entre une délégation de la Banque Mondiale et le Premier ministre Sylvestre Ilunga. Jean-Christophe Carret, directeur pays de la Banque mondiale pour la République démocratique du Congo, la République du Congo, la République centrafricaine et le Burundi, a expliqué le contenu du projet d'un milliard USD au cours d'une conférence de presse le lundi 20 janvier à Kinshasa.

L'AFRIQUE, OMBRE DU TITANIC

A. H. 217 — " Afrique ", Steamer de la Compagnie des Chargeurs Réunis

Il y a cent ans. Le 12 janvier 1920, l'« Afrique », paquebot en partance pour l'Afrique de l'Ouest, coule en France au large des côtes vendéennes.

À son bord, 602 personnes dont une bonne partie d'Africains. C'est le pire naufrage d'un navire civil connu à ce jour dans les eaux françaises : 568 victimes!
Parti de Bordeaux le 9 janvier au soir, le navire sombre en pleine tempête le 12 janvier 1920, dans une mer glacée à 40 km des Sables-d'Olonne malgré les efforts des membres d'équipage. On raconte qu'Antoine Le Dû, le commandant du bâtiment, impuissant, a «attendu la fin».

> «Des 602 personnes qui se dirigeaient ce mois-là vers Dakar, Conakry et Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, seules 34 ont survécu, dont un unique civil.»

Direction Dakar, Conakry, Grand-Bassam

Des 602 personnes qui se dirigeaient ce mois-là vers Dakar, Conakry et Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, seules 34 ont survécu, dont un unique civil. Des fonctionnaires de l'administration coloniale, des femmes et enfants d'expatriés, ou encore des commerçants, des missionnaires, mais aussi des tirailleurs sénégalais. 192 soldats de l'armée coloniale, miraculés de la 1re guerre mondiale, de retour au pays, ont perdu la vie.

«À de rares exceptions – dont l'évêque de Dakar Hyacinthe Jalabert –, il n'y avait pas de passagers de distinction», expliquera un historien amateur. Ce dernier a réuni le (dimanche) 12 janvier 2020, et pour la seconde fois, une centaine de descendants des naufragés, au port des Sables-d'Olonne, pour une commémoration devant la seule stèle en mémoire de la catastrophe. Et c'est sans doute ce qui explique que cette tragédie soit moins connue que celle du Titanic.

À Bordeaux, une cérémonie s'est tenue, sur le quai des Chartrons qui vit s'éloigner l'Afrique sur la Garonne, pour son 58e voyage. Une œuvre murale du peintre de street art A-Mo représentant le paquebot a été dévoilée et des fleurs jetées dans le fleuve. Il fallait «réparer l'oubli et l'injustice», insiste le fondateur de l'association «Mémoires et Partages», Karfa Diallo. Il milite pour que les 192 tirailleurs soient «reconnus morts pour la France» après leur «sacrifice» dans l'armée coloniale.

Les secrets de l'Afrique

Privé de mémoire collective, le drame de l'Afrique a durablement marqué l'histoire des familles. «On disait par exemple que la mémoire restait imprégnée par les témoignages sur la lente agonie, les images des femmes éjectées des canots, les cantiques à la lueur des cierges autour de l'évêque de Dakar». Alain Adenier, 74 ans, qui n'a pas connu son grand-père, sous-directeur des chemins de fer du Dahomey (Bénin), a retrouvé ce dimanche 12 janvier, des familles qui ont vécu le même drame. Leur deuil est collectif.

Dans son naufrage, l'Afrique a englouti bien des secrets également. Comment ce bateau récent, qui avait obtenu son certificat de navigabilité, a-t-il pu sombrer à 40 km des côtes? Cent ans après, l'épave gît toujours à 40 mètres de fond, dans un anonymat presque complet. Le Titanic (1500 victimes en 1912) lui a fait de l'ombre, le drame de l'Afrique a été oublié, regrette-t-on.

Le Monde avec AFP

Illustration – Légende – Caption
Carte postale publiée vers 1910 par Jacques André Boucher (1877-1933), photographe et éditeur. Collection personnelle. Creative Commons.

THE AFRICA, SHADOW OF THE TITANIC

It happened a hundred years ago. On January 12, 1920, the "Africa", the liner bound for West Africa, sank off the coast of the Vendée, in France.

She sank off the Ile de Ré, in France, taking 568 victims, many of them Africans, in the worst civilian shipwreck in France. Having set out from Bordeaux on the evening of January 9, on a cold night in the middle of a hurricane, submerged by a leak, the ship sank around 3 o'clock in the morning on January 12, 1920, in the icy waters 40 km from Les Sables-d'Olonne, off the coast of the Vendée. It is said that Antoine Le Dû, the ship's captain, helplessly "waited for the end".

Heading towards Dakar, Conakry, Grand-Bassam

Of the 602 people who were on their way that month to Dakar, Conakry and Grand-Bassam in Côte d'Ivoire, only 34 survived, including one civilian. They included officials of the colonial administration, the wives and children of expatriates, traders, missionaries and also African riflemen. 192 soldiers of the colonial army, miracle survivors of the First World War who had returned home, perished.

"With few exceptions – including the bishop of Dakar Hyacinthe Jalabert – there were no passengers of distinction," explained an amateur historian who gathered a hundred descendants of those shipwrecked for a commemoration on Sunday, January 12, 2020 for the second time at the port of Les Sables-d'Olonne in front of a stele, the only one in memory of the disaster. And this is undoubtedly why this tragedy is less remembered than that of the Titanic.

In Bordeaux, a ceremony was held on the Quai des Chartrons, from where The Africa drifted away along the Garonne River, on its 58th voyage. A mural by street art painter A-Mo depicting the liner was unveiled and flowers were thrown into the river. It was important to "repair the forgetfulness and injustice", insists the founder of "Memories" association. Karfa Diallo agrees: he is campaigning to ensure that the 192 riflemen honoured in an exhibition at the Musée Mer Marine be "recognized as dead for France" after their "sacrifice" in the colonial army.

The secrets of The Africa

Deprived of collective memory, the tragedy of The Africa has had a lasting impact on the families' lives. "It was said, for example, that testimonies of the slow agony, images of women hurled out of canoes, and candles glowing around the bishop of Dakar lived long in the memory. This Sunday, January 12, 74-year-old Alain Adenier, who did not know his grandfather, deputy director of the railways of Dahomey (Benin), met families who have experienced the same tragedy. Their collective mourning.

As it sank, The Africa swallowed up many secrets with it as well. How could this recent boat, which had obtained its seaworthiness certificate, sink 40 km from the coast? One hundred years later, the wreck still lies 40 metres below the surface, in almost complete anonymity. The Titanic (1,500 victims in 1912) has cast a shadow over it: the tragedy of The Africa, we regret, has been forgotten.

Le Monde with AFP

Illustration - Caption
Postcard published around 1910 by Jacques André Boucher (1877-1933), photographer and publisher. Personal collection. Creative Commons

COMME KIN,
CE SYSTÈME K QUI NOUS ENVOÛTE

En salle depuis le 15 janvier, le sixième documentaire du réalisateur français Renaud Barret nous plonge au cœur des rues chaotiques de Kinshasa. Des performeurs défient les pouvoirs en place. « Système K » met en lumière la scène artistique kinoise qui s'impose avec tant d'énergie. Le réalisateur a suivi ces artistes qui électrisent les rues de la mégapole congolaise.

Système K ne présente pas de nouvelles réflexions sur le rôle de l'artiste dans la société. Il fait la démonstration d'une posture (d'artiste) engagée, voire téméraire, là où tout n'est que désordre.

«J'ai découvert une ville musique, une ville art, où les gens, par défaut, sont des créateurs, où chacun est porteur d'une odyssée incroyable. Un lieu réservoir d'histoire, avec une énergie qui insuffle l'espoir, une ville de croyances, si loin de nous, Français blasés…». On n'arrête pas Renaud Barret quand il parle de Kinshasa. Son documentaire Système K, le système D de «Kin», nous plonge dans un voyage incroyable dans les entrailles de la capitale congolaise : Kongo Astronaut déambule dans la ville affublé d'une combinaison spatiale faite de matériaux électroniques récupérés; Strombo hante les nuits de Kinshasa dans les habits du diable pour dénoncer les dérives politiques et religieuses… Dans un pays où une grande partie de la population est privée de ses richesses, ces «chevaliers solitaires» occupent l'espace urbain pour faire passer des messages contestataires. Ce sont les activistes du quotidien.

Après le succès de Benda Bilili! – son documentaire sur un groupe de musiciens de rue handicapés signé avec Florent de La Tullaye, le réalisateur filme la ville depuis quinze ans. Il a réalisé entre autres La Danse de Jupiter, Victoire terminus… «La détermination des artistes m'a donné la force de poursuivre mon projet», explique le réalisateur. L'engagement immédiat de Freddy Tsimba, plasticien internationalement coté pour ses sculptures faites avec des douilles d'armes à feu ou des machettes, a beaucoup compté par la suite.

Le rythme du long-métrage : sa bande originale

La bande son fut imaginée par le collectif KOKOKO! Originaire de Kinshasa, il fabrique ses propres instruments en recyclant tout ce qui lui tombe sous la main. Pour accompagner les pérégrinations de Renaud Barret, le collectif a composé une musique électrique brute, comme un reflet de cette ville brutale, en perpétuel mouvement. Un documentaire comme le miroir d'une «ville performance», où les artistes créent pour «survoler les réalités négatives», dixit Kongo Astronaut. ■

Système K, en salles.
Source Le Point

LIKE KIN,
SYSTEM K CAPTIVATES US

In theatres since January 15, French director Renaud Barret's sixth documentary plunges us into the heart of the chaotic streets of Kinshasa, in the DRC. Performers defy the powers that be. System K highlights the development and energy of Kinshasa's art scene. The director followed these artists who electrify the streets of the Congolese megalopolis.

System K does not offer new perspectives on the role of the artist in society. It depicts the committed or even reckless artist in a messy and chaotic world.
"I discovered a city of music, of art, where people are born creative, where everyone is on an incredible journey. A place full of stories, with an energy that inspires hope, a city of beliefs far removed from us jaded French people". We don't stop Renaud Barret when he talks about Kinshasa, the capital of the Democratic Republic of Congo inhabited by 14 million people. His documentary System K, the System D of "Kin", plunges us into an incredible journey in the bowels of the Congolese capital: Kongo Astronaut wanders through the city dressed in a spacesuit made of salvaged electronic materials; Strombo, dressed as the devil, haunts Kinshasa at night to denounce political and religious abuses. And all the others... In a country where a large part of the population is deprived of its wealth, these "solitary knights occupy urban space to pass on messages of protest. They are your everyday activists.

After the success of Benda Bilili! – Barret's documentary on a group of disabled street musicians co-directed with Florent de La Tullaye, the director has been filming the city for fifteen years. He has directed, among others, La Danse de Jupiter, Victoire terminus...". "The artists' determination gave me the strength to continue with my project, " explains the director. The immediate commitment of Freddy Tsimba, an internationally acclaimed artist for his sculptures made with gun casings and machetes, became very important later on.

The rhythm of the feature film: Barret's soundtrack

The soundtrack was produced by the KOKOKO collective! Originally from Kinshasa, the collective make their own instruments by recycling everything they can get their hands on. To accompany Renaud Barret's travels, the collective composed some raw electronic music, as a reflection of this brutal city in perpetual movement. A documentary like the mirror of a "performance city", where artists produce music to "look beyond negative realities", according to Kongo Astronaut. ■

System K, in cinemas.
Source Le Point - Issue

STONE TOWN
À LA CROISÉE DES MONDES

Stone Town, la « ville de Pierre » est située au cœur de Zanzibar City. Dans le labyrinthe de ses ruelles, on découvre un monde caché qui vibre sur une douce fréquence multiculturelle. Un plongeon initiatique en terre swahilie aux légendes épicées. Le photographe Yann Macherez nous fait découvrir une ville à l'histoire millénaire.

« Zanj el Barr», littéralement «le littoral des hommes noirs», cœur de la civilisation swahilie, est le fruit de multiples influences qui se sont succédé et mélangées au fil des siècles. Même si les splendeurs de la puissance passée sont un vieux souvenir, Zanzibar s'est toujours située au croisement des civilisations, attirant voyageurs, marchands, navigateurs ou explorateurs des quatre coins du monde.

Aujourd'hui, Stone Town est la partie de l'île la plus attirante, la plus fascinante : une architecture inédite, des marchés colorés et odorants, des ruelles étroites parsemées de surprises et une population métissée et accueillante.

En se promenant dans ces artères, on est comme enveloppé d'un murmure étouffé et mélancolique. Des odeurs de cannelle et de clou de girofle émanant des étals d'épices apportent une note de légèreté à cette atmosphère dense. Sur une magnifique petite place, des guirlandes indiennes colorées attachées aux balcons en guise de décoration, les hommes se rassemblent tôt le matin pour discuter, autour d'un café noir. «Jaws corner» est un endroit unique de Stone Town.

Il faut savoir prendre la mesure du temps à Zanzibar. Comme s'assoir sur un «baraza», ces bancs de pierre à l'ombre des bâtiments. Au loin, des clameurs s'élèvent. Aux portes du Darajani Bazaar, le plus grand marché couvert de Stone Town, l'agitation est grande. Ce marché parmi les plus animé et hétéroclite d'Afrique fait partie des musts en termes de visite. Comment ne pas y trouver son bonheur? Comme le marché de «Forodhani Gardens» où les

vendeurs s'agitent en préparant les spécialités locales : brochettes de fruits de mer grillés, soupe de poisson ou encore la célèbre pizza de Zanzibar. Mais si vous voulez du poisson fraichement pêché, direction le port de Malindi market au lever du soleil.

À l'appel à la prière du Muezzin en fond sonore, la ville commence doucement à s'animer. Des vélos convergent tous dans la même direction. En s'éloignant de ce labyrinthe qu'est Stone Town, on rejoint Malindi Market. Une dizaine de bateaux de pêche reviennent de leur excursion nocturne, soigneusement suivis par des mouettes braillardes. Ils sont attendus par une foule excitée. Certains se jettent à l'eau pour aborder les embarcations en premier et accéder à leur précieuse cargaison. Des chanceux reviennent déjà sur terre, les paniers remplis de poulpe et de poissons à fritures, sous l'œil envieux de nouveaux venus.

L'océan révèle au lever du jour son incroyable et majestueux spectacle. ■

CARNET DE ROUTE

Y aller

À partir de Johannesburg, il n'existe pas de vol direct.

Ethiopian Airlines et Kenya Airways sont les deux plus importantes compagnies qui desservent Zanzibar (une escale). Comptez 500 USD en moyenne pour un vol A/R et n'oubliez pas qu'il vous faudra payer le visa (50 $) en espèces, à l'arrivée à l'aéroport.

Dormir

Le Tembo House Hotel est situé au cœur de la vieille ville, face à l'océan. Cet hôtel de style swahili au charme zanzibarite offre un hébergement confortable. Le restaurant offre lui une cuisine de qualité à base de poissons et fruits de mer et sa terrasse face à la mer est très agréable (piscine). Comptez environ 135 USD pour une nuit en chambre double.

Sortir

Le restaurant House of Spices se trouve dans le quartier de Kiponda, au 2e étage, sur une grande terrasse au plafond drapé de tissu doré. Charme et détente sont au rendez-vous et font de la House of Spices, le lieu idéal pour une pause pendant une visite de Stone Town. Malgré des tarifs relativement élevés, vous en aurez pour votre argent avec un large choix de plats traditionnels parfaitement préparés et un service de qualité.

Découvrir

Le marché de nuit de Forodhani est l'une des attractions majeures de Stone Town. C'est un peu la version swahilie de la célèbre place de Jemaa El Fna à Marrakech. Tous les locaux s'y retrouvent en début de soirée. Le seul fait de manger ici est une expérience digne d'être vécue.

Les jardins sont situés en bord de mer, près de la House of Wonders à Stone Town.

STONE TOWN
AT THE CROSSROADS OF MANY WORLDS

Stone Town is in the heart of Zanzibar City. Along its labyrinthine alleys, you discover a hidden world that hums to soft, multicultural beats. An initiatory plunge into Swahili land full of spicy leg-ends. The photographer Yann Macherez makes us discover a city with a thousand-year-old his-tory.

"Zanj el Barr", literally "the coastline of the black men", the heart of Swahili civilization, is the prod-uct of multiple influences that have come after one another and mixed over the centuries. Even if the splendours of past glories are an old memory, Zanzibar has always stood at the crossroads of civilisations, attracting travelers, merchants, sailors and explorers from all over the world.

Today, Stone Town is the most attractive and fascinating part of the island: unique architecture, colorful and fragrant markets, narrow streets full of surprises and an ethnically diverse and wel-coming population.

Walking along Stone Town's main streets, you are smothered with muffled and melancholic chat-ter. Smells of cinnamon and cloves wafting from the spice stalls add a touch of lightness to this dense atmosphere. On a beautiful little square, where colourful Indian garlands are attached to the balconies as decoration, men gather early in the morning to chat over a black coffee. "Jaws corner" is a unique place in Stone Town.

You have to know how to measure time in Zanzibar. Like sitting on a "baraza", these stone benches in the shade of the buildings. In the distance, conversations turn to cries. The gates of the Darajani Bazaar, the largest covered market in Stone Town, bustle with life. This market, one of the most lively and varied in Africa, is one of Stone Town's must-see attractions. How can you not find joy there? Like the "Forodhani Gardens" market, where the street vendors are busy pre-paring local specialties: grilled seafood skewers, fish soup or the famous Zanzibar pizza. But if you want freshly-caught fish, head to the Port of Malindi market at sunrise.

With the Muezzin's call to prayer in the background, the town slowly starts to come alive. Bicy-cles all converge in the same direction. Moving away from the maze that is Stone Town, we reach Malindi Market. About ten fishing boats return from their night excursion, carefully followed by braying seagulls. An excited crowd is waiting for them. Some jump into the water to board the boats first and grab hold of their precious cargo. The lucky ones are already back on land, their baskets full of octopus and fried fish, watched with envious eyes by newcomers.

At dawn, the ocean performs an incredible and majestic show. ■

LOGBOOK

Going there
There are no direct flights from Johannesburg.
Ethiopian Airlines and Kenya Airways are the two largest airlines serving Zanzibar (one stopo-ver). Allow R7000 for a return flight and remember that you will have to pay for the visa ($50) in cash on arrival at the airport.

Sleeping
The Tembo House Hotel is in the heart of the old town, facing the ocean. This Swahili style hotel with Zanzibari charm offers comfortable accommodation. The restaurant offers high-quality sea-food-based cuisine and its terrace overlooking the sea is very pleasant (with swimming pool). Allow about 1900R for one night in a double room.

Going out
The House of Spices restaurant is in the Kiponda district, on the 2nd floor, on a large terrace with a golden cloth draped ceiling. Charming and relaxing, the House of Spices is the perfect place to take a break during a visit to Stone Town.
Despite relatively high prices, you will get your money's worth with a large choice of perfectly-prepared traditional dishes and quality service.

Discover
The Forodhani Night Market is one of the major attractions of Stone Town. It is a bit like the Swa-hili version of the famous Jemaa El Fna square in Marrakech. All the locals meet there in the ear-ly evening. Merely eating here is an experience worth living.
The gardens are by the sea, near the House of Wonders in Stone Town.

Photo: afrozonekingdomsafaris.com

LES RÉFUGIÉS DU CLIMAT

Le réchauffement climatique menace au moins 570 villes sur la planète et les dégâts qu'il cause pourraient engloutir près de 3 % de la richesse mondiale et contraindre un demi-milliard d'individus à déménager.
Indonésie. Jakarta.

Selon un récent rapport de la Banque mondiale, 40 % de la ville se trouve déjà sous le niveau de la mer. Afin de ne pas être à la merci de la montée des eaux, Joko Widodo, le président indonésien récemment élu, a décidé que d'ici à 2024 1,5 million de fonctionnaires quitteront Jakarta pour la nouvelle capitale construite sur l'île de Bornéo.

3 mètres de plus

Près de 570 grandes villes dans le monde sont concernées par la montée des océans. Depuis 1900, le niveau de la mer est mesuré par les marégraphes et les satellites ont montré récemment qu'il est monté de 20 centimètres. Par ailleurs, la fonte des glaces s'est accélérée au cours de la dernière décennie, mais le réchauffement climatique ne provoque pas seulement la fonte des glaces : il dilate les océans. Selon plusieurs experts sur le climat, la température des océans devrait augmenter de 2,2 à 3,5°C d'ici à 2100 ce qui engendrera une montée des eaux d'environ 3 mètres.

La position des scientifiques

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a sorti sa 4ème publication en septembre. S'il affiche une prudence mesurée en évaluant à 1,10 mètre l'élévation du niveau de la mer d'ici à la fin du siècle, d'autres scientifiques élaborent des scénarios plus inquiétants. Une étude réalisée par 22 experts issus de 15 organismes de recherche australiens publiée dans la revue « Nature » anticipe une hausse de presque 3 mètres d'ici à 2100, même en contenant le réchauffement climatique sous la barre des 1,5°C.

Le dernier rapport du Giec est particulièrement alarmiste sur les risques de submersion. Selon ses auteurs, ils concerne au moins 300 millions d'individus dans l'hypothèse optimiste où le réchauffement climatique serait limité à 2°C. S'il dépasse ce seuil, 680 millions de personnes vivant dans des zones côtières basses, à une altitude inférieure à 10 mètres, pourraient être contraintes de fuir la montée des eaux.

Le risque de l'engloutissement

Une vingtaine de villes sous extrême tension, c'est ce que l'Académie américaine des sciences affirme dans une étude publiée au mois de mai 2019 et qui précise l'Asie serait en première ligne. Bangkok, Osaka, qui devrait perdre ses quartiers d'affaires, plusieurs villes côtières du Bangladesh, dont la capitale, Dacca, ou d'Hô Chi Minh-Ville, au Vietnam, ainsi que neuf villes en Chine sont menacées. D'autres mégalopoles comme New York, Miami, Calcutta, Alexandrie, Abidjan, Lagos, Rio de Janerio, ainsi que des îles mythiques comme les Galápagos sont également en danger.

Le plaidoyer de Tshisekedi à Londres

Le président congolais Félix Tshisekedi s'est entretenu à Londres avec le premier ministre anglais, Boris Johnson, en marge du Sommet Royaume-Uni Afrique pour évoquer le rôle de premier plan que la RDC est appelée à jouer dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi, le Président a notamment signifié au Premier Ministre britannique qu'il voudrait voir la communauté internationale l'accompagner dans cet effort, à l'instar de ce qui est fait pour le Brésil ou l'Indonésie.

Pour rappel, les assises londoniennes avaient pour finalité de créer de nouveaux partenariats durables censés générer plus d'investissements, d'emplois et de croissance à même de profiter aux populations et économies africaines et britanniques. ■

En chiffres

120. En mètre, l'élévation du niveau de la mer depuis la dernière glaciation il y a 18.000 ans à raison de 7 millimètres par an. Jusqu'au début du XXe siècle, le niveau marin a peu varié (+0,2 mm/an en moyenne). Il augmente de 1 à 3 mm par an depuis 1900.

17. En centimètre, l'augmentation du niveau de la mer depuis le début de l'ère industrielle. Elle pourrait encore gagner 20 centimètres d'ici à 2100. Les pays les plus exposés se situent en Asie : Chine, Inde, Bangladesh, Indonésie, Vietnam.

7. En millimètre, l'élévation du niveau des océans causé par la dilatation de l'eau réchauffée par l'effet de serre entre 2003 et 2018, selon une étude de la Nasa.

40. En pourcentage, le nombre de personnes qui vivent dans le monde à moins de 100 kilomètres d'un littoral. Au total, 824 millions d'individus seront exposés aux submersions marines en 2030. Elles pourraient être 1,2 milliard en 2060.

CLIMATE REFUGEES

Global warming threatens at least 570 cities around the world and the damage it causes could swallow up nearly 3% of the world's wealth and displace half a billion people.

Indonesia. Jakarta.
According to a recent World Bank report, 40% of the city is already below sea level. In order not to be at the mercy of rising sea levels, Joko Widodo, the recently-elected Indonesian president, has decided that by 2024, 1.5 million civil servants will leave Jakarta for the new capital built on the island of Borneo.

3 metres more

Nearly 570 major cities around the world are affected by rising oceans. Since 1900, the sea level has been measured by tide gauges and satellites have recently shown that it has risen by 20 centimetres. Moreover, the melting of ice caps has accelerated over the last decade, but global warming is not only causing the ice to melt: it is also expanding the oceans. According to several climate experts, the temperature of the oceans is expected to rise by 2.2°C to 3.5°C by 2100, causing sea levels to rise by about 3 metres.

The opinion of scientists

The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) released its 4th publication in September. While the IPCC is cautiously conservative in estimating a 1.10 metre rise in sea levels by the end of the century, other scientists imagine more worrying scenarios. A study by 22 experts from 15 Australian research organizations published in the journal 'Nature' anticipates a rise of almost 3 metres by 2100, even if global warming is kept below 1.5°C.

The latest IPCC report is particularly alarmist about the risks of submersion. According to its authors, such risks concern at least 300 million people in the optimistic hypothesis that global warming would be limited to 2°C. If it exceeds this threshold, 680 million people living in low-lying coastal areas, at an altitude of less than 10 metres, could be forced to flee the rising waters.

The risk of flooding

About 20 cities under extreme stress, that is what the American Academy of Sciences says in a study published in May 2019, which specifies that Asia would be in the front line. Bangkok, Osaka, which is expected to lose its business districts, several coastal cities in Bangladesh including the capital, Dhaka, and Ho Chi Minh City in Vietnam, as well as nine cities in China are at risk. Other megacities such as New York, Miami, Calcutta, Alexandria, Abidjan, Lagos, Rio de Janerio, as well as mythical islands such as the Galapagos are also in danger.

Tshisekedi's appeal in London

Congolese President Félix Tshisekedi met in London with British Prime Minister Boris Johnson on the sidelines of the UK-Africa Summit to discuss the leading role that the DRC is called upon to play in the fight against global warming. Thus, the President told the British Prime Minister that he would like the international community to accompany him in this effort, in the same way it supports Brazil or Indonesia.

As a reminder, the purpose of the London summit was to create new sustainable partnerships that would generate more investment, jobs and growth for the people and economies of Africa and the UK. ■

In numbers

120. In metres, In metres, the rise in sea levels since the last ice age 18,000 years ago at a rate of 7 millimetres per year. Until the beginning of the 20th century, the sea level changed little (+0.2 mm/year on average). It has been rising by 1 to 3 mm per year since 1900.

17. In centimetres, the increase in sea levels since the beginning of the industrial era. It could still increase by another 20 centimetres by 2100. The most exposed countries are in Asia: China, India, Bangladesh, Indonesia, Vietnam.

7. In millimetres, the rise in sea levels caused by the expansion of water heated by the greenhouse effect between 2003 and 2018, according to a NASA study.

40. In percentage terms, the number of people in the world living within 100 kilometres of a coastline. A total of 824 million people will be exposed to marine flooding in 2030. This could rise to 1.2 billion by 2060.

AKILI CONSULTING

AKILI Consulting SARL, cabinet spécialisé dans la gestion des risques opérationnels et réglementaires liés à l'activité Import-Export en RDC, a organisé un colloque à Lubumbashi sur « la problématique des apurements des déclarations de change modèle EB face à la fluctuation des prix des produits miniers sur le marché international ».

Ce colloque a suscité un vif intérêt de la part des différents acteurs du secteur minier tels que le Ministère du Commerce Extérieur, le Ministère des Mines, la chambre des mines, la Banque Centrale du Congo, l'OCC, l'ACB, la DGDA.

Saisissant l'opportunité offerte par AKILI Consulting à l'occasion de ce colloque, la Banque Centrale du Congo a annoncé à l'auditoire la «révisitation», au premier trimestre 2020, de la réglementation du change afin de l'aligner avec les différentes évolutions du secteur économique en général et minier en particulier.

En guise de conclusion, AKILI Consulting promet de porter une attention particulière sur les évolutions qui impactent les exportateurs de produits miniers. ■

AKILI Consulting SARL, a firm specializing in the management of operational and regulatory risks related to the Import-Export activity in the DRC, organized a symposium in Lubumbashi on "the problem of clearing foreign exchange declarations model EB in the face of fluctuating prices of mining products on the international market".

This colloquium aroused a keen interest on the part of the various actors of the mining sector such as the Ministry of Foreign Trade, the Ministry of Mines, the Chamber of Mines, the Central Bank of Congo, the OCC, the ACB, the DGDA, etc.

Seizing the opportunity offered by AKILI Consulting on the occasion of this colloquium, the Central Bank of Congo announced to the audience the "revision", in the first quarter of 2020, of the foreign exchange regulation in order to align it with the different evolutions of the economic sector in general and the mining sector in particular.

By way of conclusion, AKILI Consulting promises to pay particular attention to the developments impacting exporters of mining products.

REGION OUEST
34, Blvd du 30 juin, immeuble virunga
6ème niveau appt 24 | Kinshasa
Tél : +243 81 320 93 02

REGION EST
558, Av. Kambove Quartier kiwele | Lubumbashi
Tél: +243 817 007 171
direction@akili-consulting.com | www.akili-consulting.com

Présentation de cabinet AKILI Consulting au Mining Indaba

Avec Son Excellence WILLY KITOBO Samsoni Ministre des Mines

Exposé avec le gouverneur du Lualaba, le gouverneur du Haut Katanga et l'ambassadeur itinérant

Exposé avec les banques commerciales ainsi que les opérateurs économiques

Avec l'équipe dirigeante des opérations de Glencore

Avec le président provincial de la FEC du Katanga

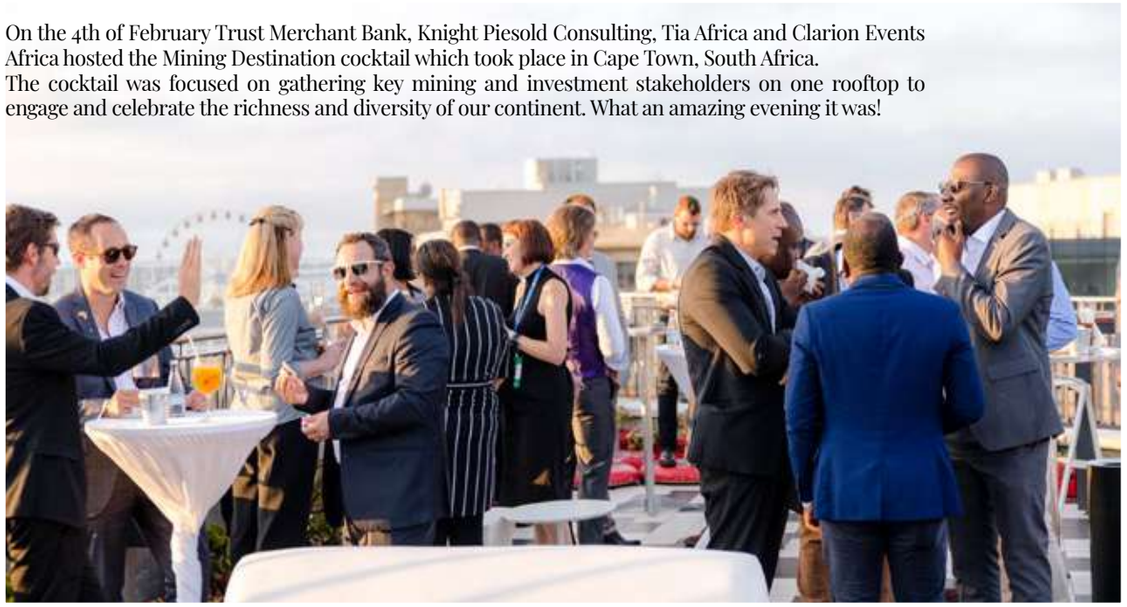
Avec le Président de la chambre des mines et le Directeur Générale de KIBALI GOLD Mine

Avec le ministre provincial des Mines du Nord Kivu

LUBUMBASHI: **Total réaffirme ses ambitions dans la province historique du Katanga**

CAPE TOWN / MINING INDABA
COCKTAIL TMB, Knight Piesold Consulting, Tia Africa et Clarion Events Africa

On the 4th of February Trust Merchant Bank, Knight Piesold Consulting, Tia Africa and Clarion Events Africa hosted the Mining Destination cocktail which took place in Cape Town, South Africa.
The cocktail was focused on gathering key mining and investment stakeholders on one rooftop to engage and celebrate the richness and diversity of our continent. What an amazing evening it was!



CAPE TOWN / MINING INDABA
COCKTAIL CONNEXAFRICA

VU À MINING INDABA

Vues des marchés

L'accord entre la Chine et les Etats-Unis avait soutenu le cours du cuivre en ce début d'année 2020 laissant la place aux hypothèses les plus optimistes sur les niveaux qu'atteindrait le métal rouge dans un contexte économique mondial apaisé. Le dernier né de la famille des coronavirus est venu gâcher les célébrations du Nouvel An Chinois et la fête qui battait son plein sur le London Metal Exchange. Début février, le cuivre est retombé à son niveau le plus bas depuis 5 mois. Ce cours sera scruté de très près par l'actionnariat du projet Deziwa qui vient d'inaugurer une usine de raffinage.

L'inquiétude sur la disponibilité du cobalt dans le futur a laissé place à une vision immédiate basée sur les fondamentaux d'offre et de demande qui a stabilisé le marché de ce métal. Ceci dit 50% du cobalt raffiné provient de la Chine et il sert principalement à la fabrication de batteries rechargeables utilisées aux Etats-Unis, en Europe et à travers le monde. Quand on voit la bataille économique et technologique qui est livrée autour de la 5G, il faut être sage et se dire que le prix du cobalt restera tributaire des positionnements stratégiques que l'avenir nous présentera.

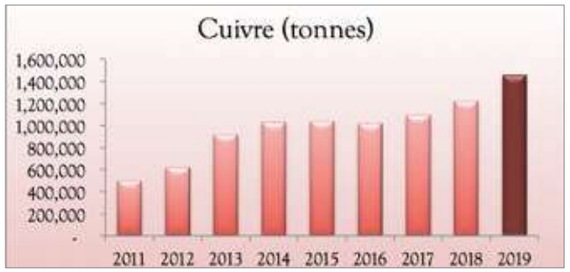
Il n'y a pas eu de découverte majeure d'or depuis le passage au nouveau millénaire. La production mondiale a atteint un niveau record en 2019, remettant ainsi au goût du jour la notion de « peak gold », niveau à partir duquel la quantité disponible de la matière première diminuera jusqu'à atteindre zéro ! Sur le plan financier, l'or n'ayant pas de rendement intrinsèque, il est généralement utilisé comme valeur refuge ou alternative aux actions et obligations dans un contexte de faible taux d'intérêts. Ces deux facteurs expliquent la hausse des cours observée récemment.

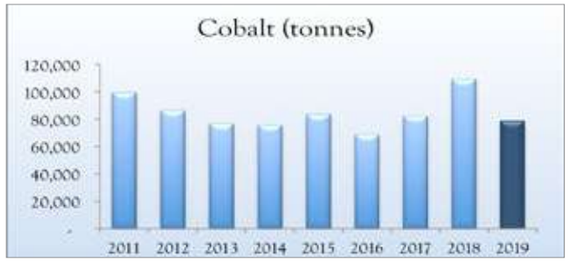
En 2003, l'épidémie du SRAS avait considérablement réduit la croissance de la demande chinoise en jet fuel d'aviation. Ce produit du raffinage ayant une forte corrélation avec le Brent, les investisseurs ont commencé à se positionner fortement sur l'effondrement de la demande en pétrole brut d'où le décrochage observé dernièrement. Cependant, la production libyenne de pétrole est très fortement perturbée par la guerre, les ports de Brega et Ras Lanuf notamment étaient bloqués fin janvier et, l'OPEP pourrait réduire ses objectifs de production. Ces facteurs risquent de pousser les prix à la hausse.

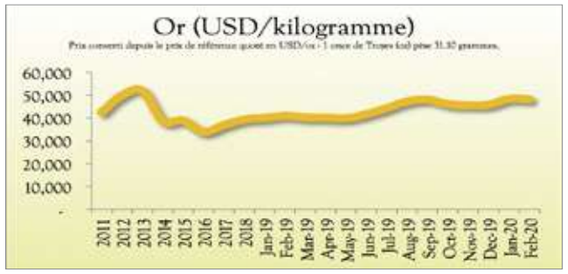
L'Organisation Internationale du Café prévoit une baisse de 12 % de la production de café par le Brésil pour la saison 2019-2020 avec un total estimé à 57 millions de sacs de 60 kg, le standard d'emballage dans l'industrie. Quand on sait que ce pays est le premier producteur mondial, avec environ 30% de l'offre globale, on se dit que les cours du Robusta et de l'Arabica risquent de flamber. Mais en regardant l'estimation dans le détail, c'est la production d'Arabica qui va chuter (20% de baisse), alors que celle de Robusta restera à peu près constante. Le café à la bourse de New York risque donc de s'apprécier en comparaison au cours londonien.

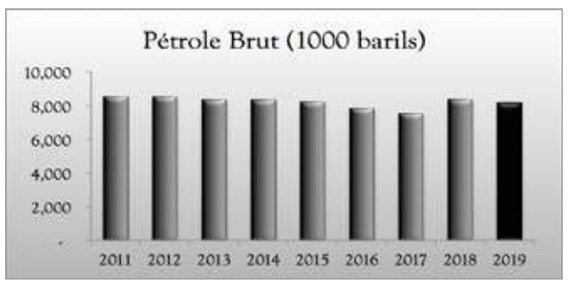
*Données provisoires en cours de consolidation
**Dernier prix 4 février 2019 — Sources : LME, ICE, NYMEX, Comorco Market Data
© Copyright Comorco Limited

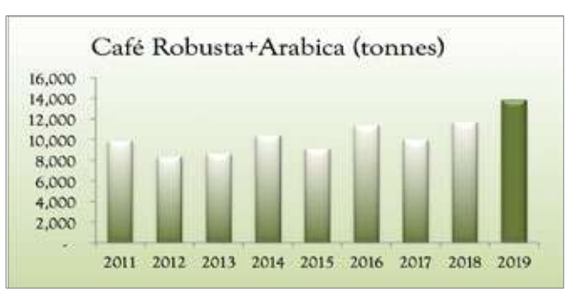
Production RDC



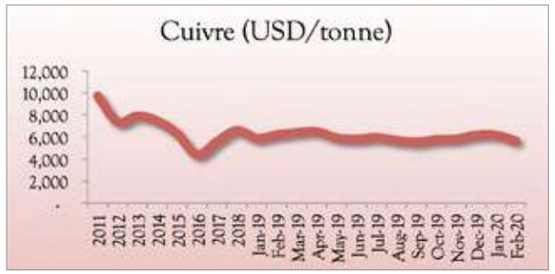


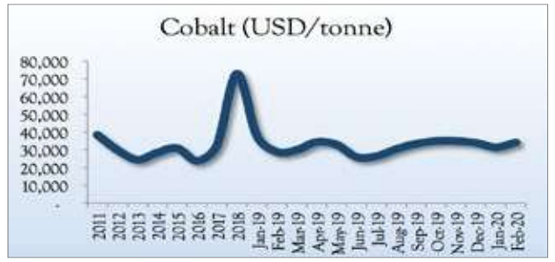


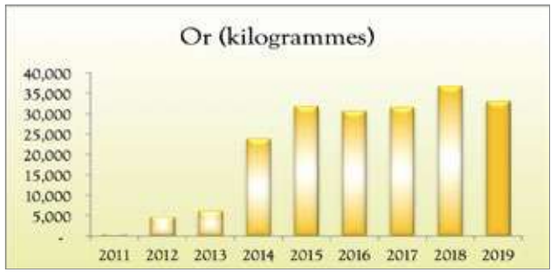


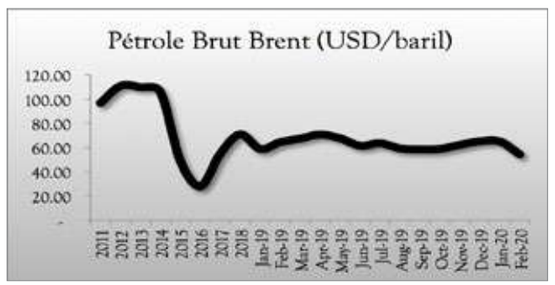


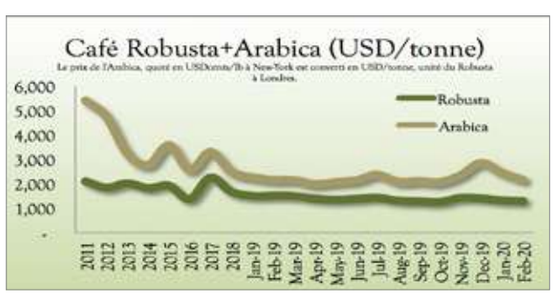
Évolution des cours











Courtesy of Comorco by Stéphane Lumueno
For more insight and business opportunities: www.comorco.com
Contact: stephane.lumueno@comorco.com

MERCI AUX ANNONCEURS
THANK YOU FOR YOUR TRUST

ORANGE

STEEL

AIRTEL

BCDC

GROUP TIAFRICA

F.THABITA

RAWBANK

BOLLORE

RAWSUR

CONGO EQUIPEMENT

MHK

CONNEXAFRICA

DRC MINING WEEK

PANACO

CAPITAL GROUPE

BUSH CAMP

TRADE SERVICE

AKILI CONSULTING

GLOBAL

MALABAR

LES COURSIERS

AFRILAND

TMB

À VENIR

HORS SERIE
SPÉCIAL BANQUES ET ASSURANCES

Rédaction
Directeur de Publication. Oliver Loury
Rédacteur en chef. Bruno Ziana
Contributeurs. Lola Berthoud, Marie-Aude Delafoy, Fabrice Lehoux, Stéphane Lumueno, Henri Plessers M'boyo, Oliver Loury, Sirius, Emily Wrag, Bruno Ziana

Photo Couverture
Bureau du Conjoint du Chef de l'Etat

Crédit photos
AfricaInside, Yann Macherez,
Ultra drone Africa

Traduction
Nick Bloom

Publicité / Advertising
+243 841 20 48 60
advertising@corneillesima.com

Service Abonnements
administration@corneillesima.com +243 852 574 633

Représentation Kinshasa
Fabrice Lehoux +243 841 20 48 63

Diffusion ZAMBIE
+260 97 8289552 christelle2terra@yahoo.com

Diffusion RDC
Groupe Corneille et Sima www.miningandbusiness.com

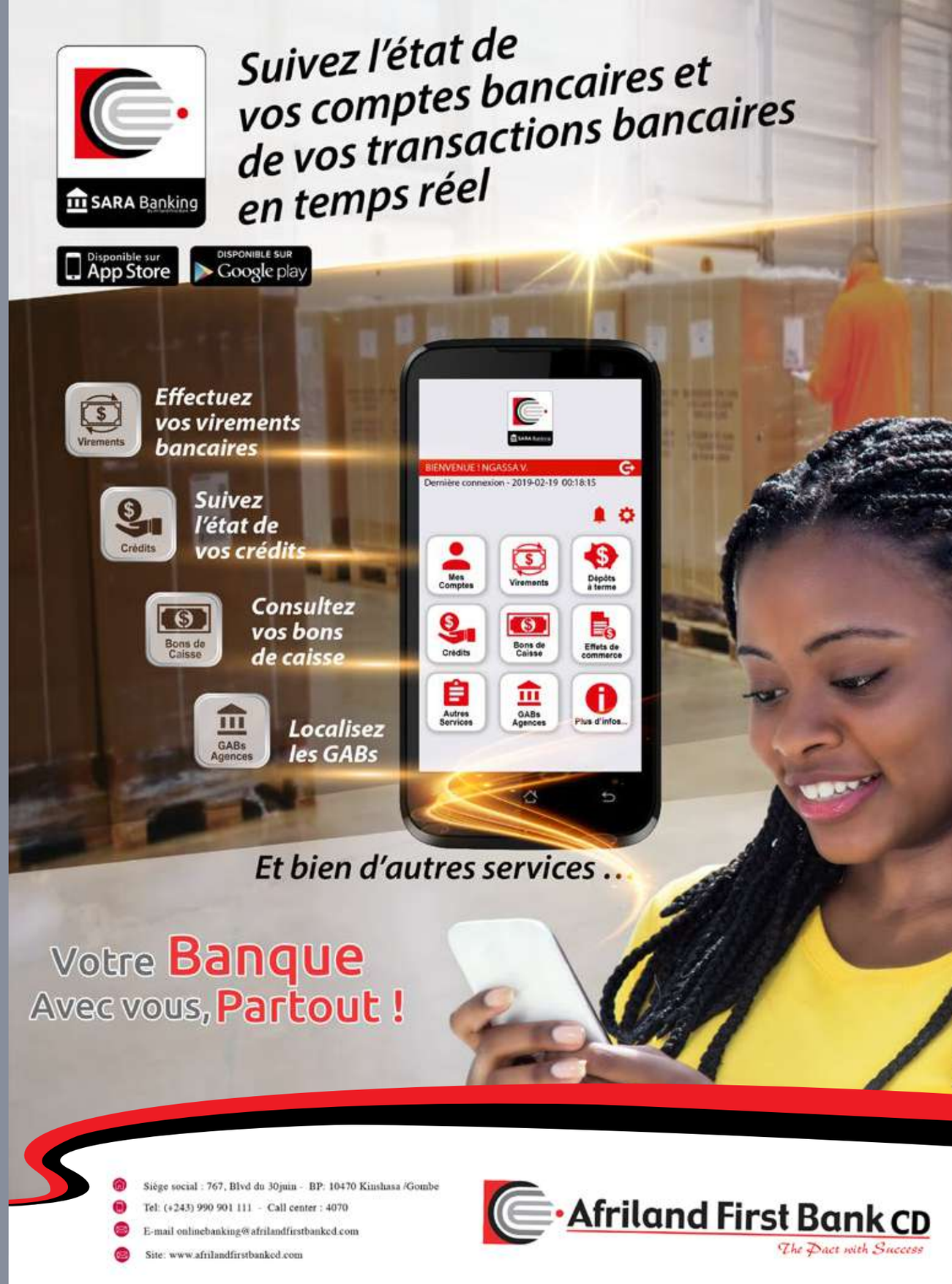
Permis d'exploitation
N°BNC/SPK/02/2015 Dépôt légal N° 04.20.2015.94

Maquette et réalisation

Groupe Corneille & Sima

M&B

est imprimé à 5000 exemplaires



La Trust Merchant Bank (**TMB**), qui célèbre son quinzième anniversaire, est une des plus importantes banques commerciales en République démocratique du Congo. Banque universelle et de proximité, la **TMB** se déploie à travers le plus vaste réseau d'agences bancaires du pays.

Reconnue internationalement comme la meilleure banque du pays, la **TMB** est un précurseur et un innovateur dans le secteur bancaire national. Première banque congolaise à proposer un service de mobile banking, la **TMB** demeure le leader incontesté dans le domaine, avec **PEPELE Mobile**, accessible sur tous les réseaux mobiles du pays et sur tout type de téléphone.

L'ancrage national de la **TMB**, son personnel expérimenté à l'écoute des clients, son professionnalisme et sa gamme inégalée de produits et services constituent la clé de son succès depuis **quinze ans**.

15 ANS YEARS

TRUST MERCHANT BANK S.A.

The Banker Bank of the Year 2019 DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO
The Banker Bank of the Year 2018 DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO
The Banker Bank of the Year 2017 FINANCIAL INCLUSION
The Banker Bank of the Year 2017 DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO
The Banker Bank of the Year 2015 DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO
emeafinance AFRICAN BANKING AWARDS 2019

Best Bank in the DR Congo
2011 to 2019

Financial Inclusion Award
2015, 2017, 2019

TRUST MERCHANT BANK S.A.

PERSONAL BANKING - BUSINESS BANKING - MOBILE BANKING

www.tmb.cd